



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2652
31 mai 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte

ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Contre la peste lepéniste Contre le choléra macronien

Il faut un parti des travailleurs



8, 9, 10 juin

**La fête
de Lutte ouvrière**



Pages 7, 8, 9 et 10

Après les européennes, il faut que le camp des travailleurs se renforce

Le Pen-Bardella et Macron-Loiseau se disent satisfaits des résultats du scrutin européen. Le RN termine la course en tête, et La République en marche estime avoir limité les dégâts. Tout avait été fait pour que les électeurs pensent qu'ils n'avaient le choix qu'entre le représentant des banquiers et la millionnaire d'extrême droite, entre la peste et le choléra. La liste Les Républicains enregistre un score faible. Une grande partie des électeurs de droite votent maintenant pour cet ancien ministre de Hollande qu'est Macron : il mène une politique antiouvrière qui les comble.

Dans une certaine mesure, le résultat des écologistes témoigne d'une inquiétude légitime sur l'avenir de la planète. Mais, sans une remise en cause du fonctionnement de l'économie, la protection de l'environnement ne peut que buter sur les intérêts des grands groupes capitalistes. Des Verts à Hulot, les ministres écologistes ont servi d'alibi à bien des gouvernements, plus soucieux des profits de Total et autres pollueurs que de l'environnement.

Quant aux salariés, aux chômeurs, aux retraités des classes populaires, ils sont largement restés à l'écart du scrutin. Aux abstentionnistes, nombreux dans les communes ouvrières, il faut ajouter les travailleurs immigrés qui, bien que vivant en France et y payant des impôts, sont privés du droit de vote.

C'est tout le système politique qui est en cause : quel que soit le parti vainqueur dans les urnes, ce sont toujours les capitalistes qui dirigent. Et c'est encore plus criant pour ce Parlement européen, dont on ne sait pas vraiment à quoi il sert.

Lorsque l'alternance entre la droite et la gauche gouvernementale fonctionnait, cette dernière était encore, par son histoire, liée au mouvement ouvrier, ce qui attirait la sympathie des classes populaires. Mais elle a défendu les institutions, en expliquant aux travailleurs qu'ils pouvaient changer leur sort par le vote. Aujourd'hui, après des années au pouvoir, elle s'est discréditée. En France, le RN de Le Pen s'est renforcé. En Italie, en Hongrie ou en Belgique, d'autres courants politiques xénophobes, partisans de régimes autoritaires, ont également progressé, comme en témoignent les résultats du scrutin.

Face à cela, certains ont l'ambition de reconstruire la

gauche, de revenir au gouvernement pour gérer les affaires des capitalistes, comme l'ont fait Hollande et d'autres.

Ce n'est pas ainsi qu'on peut s'opposer à l'extrême droite et à sa politique réactionnaire. Ce qu'il faut reconstruire, ce n'est pas la gauche de gouvernement, c'est un parti ouvrier, défendant réellement les intérêts du monde du travail.

Les capitalistes mènent une guerre sociale. La politique de Macron depuis deux ans, dans la continuité de Sarkozy et de Hollande, en est l'expression. Et d'autres attaques sont à venir, contre les retraites ou contre les chômeurs. Aussi, le camp des travailleurs n'est pas une formule. Avant d'être un choix politique conscient, c'est une réalité sociale. Et, pour défendre ses intérêts, ce camp doit mener la lutte de classe.

Pour modestes que soient les résultats de Lutte ouvrière, soit 176433 voix, ils confirment la présence d'un courant politique qui maintient la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, l'internationalisme face à la montée du nationalisme et de la xénophobie. Renforcer ce courant, lui donner la force d'intervenir dans la lutte de classe, est essentiel en cette période d'offensive de la classe capitaliste. Il est indispensable de construire un parti représentant vraiment les intérêts des travailleurs, et qui ne soit pas prêt à les brader pour quelques strapontins ministériels.

La société est aujourd'hui ravagée par la crise économique et la misère. Elle est sous la menace de guerres et de catastrophes écologiques. L'avidité de la bourgeoisie, la classe qui dirige le monde, la rend incapable de répondre aux problèmes qui se posent à l'humanité. Le fonctionnement du capitalisme exige qu'il renforce et perpétue l'exploitation et l'oppression du prolétariat. Tôt ou tard, cette oppression provoquera des révoltes. C'est à travers celles-ci que la classe ouvrière pourra mettre fin à la domination du grand capital.

Le monde du travail en aurait la force. Mais il lui manque la conscience de ses formidables capacités. Cette conscience, un parti ayant pour objectif de mener la révolution sociale, un parti communiste révolutionnaire, doit l'incarner. L'avenir du monde du travail et, au-delà, de toute l'humanité en dépend.

Au sommaire

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

- Partis de gauche : une faillite qui vient de loin 3
- Le RN : surtout antiouvrier 3



- Les Républicains : une dégringolade annoncée 3



- Les résultats de Lutte ouvrière 4
- Les avatars du parlementarisme (communiqué de LO) 4

LEUR SOCIÉTÉ

- Hélicoptères militaires : la vache à lait du capital 5
- Conseil de défense écologique : Macron inspecteur gadget 5
- Essais nucléaires en Polynésie : une reconnaissance hypocrite 11



- Industrie pharmaceutique : pénurie de cortisone, mais pas de profits 11

- Fusion Renault-Fiat-Chrysler 12



- Crèches : « Pas de bébés à la consigne » 12
- Droit d'asile : manifestation « Stop Dublin » à Paris 12

DANS LE MONDE

- Italie : du PD au M5S et à la ligue de Salvini 6
- Grèce : Tsipras a remis en selle la droite 6

- Cuba : les États-Unis renforcent le blocus 16
- Médecins détachés 16
- Côte d'Ivoire : l'impérialisme français intouchable 16

DANS LES ENTREPRISES

- Ministère du travail 13
- SNCF - Lyon 13
- Montauban 13
- Ascoval 14



- Rallye-Casino 14
- Cora 14
- Anciens de Chausson 15
- Carrefour Beaulieu - Nantes 15

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

- Le programme 7 et 10



- Le plan 8 et 9

LES NÔTRES

- Bernard Mattei 11

Partis de gauche : une faillite qui vient de loin

Les nombreux passages de la gauche au gouvernement et les cicatrices qu'ils ont laissées dans le monde du travail n'ont pas été oubliés. Tous les partis de gauche, qu'ils assument leur politique antiouvrière, comme le PS et son rejeton Hamon, ou qu'ils prétendent faussement n'y avoir eu aucune part, comme le PCF ou l'aventurier Mélenchon, se sont effondrés lors de ces élections européennes.

Le Parti socialiste recueille 6,4% des suffrages, son avatar la liste Hamon 3,2%. Le PCF, qui se présentait cette fois sous son nom, ne dépasse pas les 2,5%. Quant à la liste de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, l'homme qui pose au nouveau Mitterrand sauveur de la gauche et du peuple, elle ne récolte que 6,3% des suffrages, loin de ses presque 20% de l'élection présidentielle.

Pour tenter d'éviter la catastrophe attendue, tous ces partis ont pourtant suivi la mode et verdi leur langage, apportant ainsi de l'eau et des électeurs au moulin des listes écologistes. Pire encore de son point de vue, Mélenchon ayant demandé aux siens de « battre Macron », un certain nombre semblent l'avoir pris au mot et ont utilisé le bulletin Le Pen pour ce faire. Macron ne s'en porte pas plus mal, Le Pen se rengorge, Mélenchon perd de sa superbe et bien des électeurs des classes populaires ne sont qu'un peu plus désorientés.

Après le résultat, les leaders de la gauche ont entonné le grand air de l'unité. Ils ont pour cela un argument qui semble imparable : unie, disent-ils, la gauche pourrait vaincre aussi bien Macron que Le Pen. Et d'ajouter

les voix des uns et des autres en vue des prochaines élections, à commencer par les élections municipales de 2020.

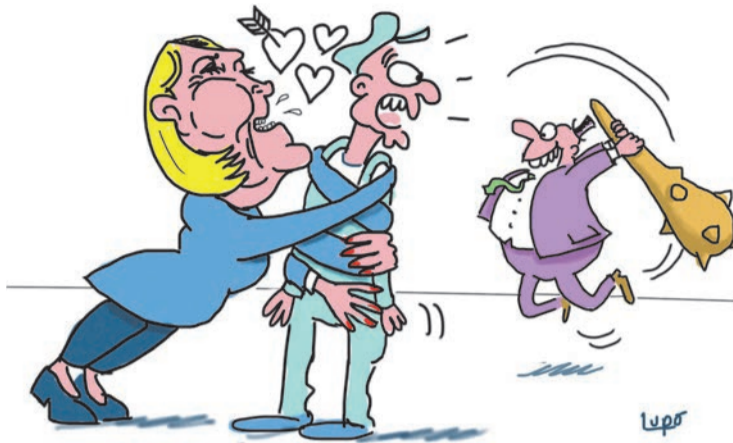
L'unité de la gauche est un plat qu'ils ont déjà maintes fois servi. Avec Mitterrand, avec Jospin et avec Hollande, les partis de gauche se sont unis, ont gouverné pour le grand capital et ont ainsi dégoûté l'électorat populaire. C'est ce qui les a conduits aux résultats actuels.

Comment croire que les partis de gauche pourraient désormais faire autrement, comme si cela n'avait été qu'une erreur, si même ils parvenaient à s'entendre et à retrouver une base électorale ? L'État tout entier, système électoral compris, est là pour garantir la domination des capitalistes, quelles que soient les illusions des électeurs dans les politiciens qui sont portés aux affaires.

Les appels à l'unité de la gauche peuvent avoir un écho du côté de ceux qui, de bonne ou de mauvaise foi, bénévolement ou par profession, veulent encore croire aux mirages électoraux. Mais, pour les travailleurs qui sont réellement attachés à défendre leur classe, ils ne mèneront à rien.

Paul Galois

Le RN : surtout antiouvrier



Avec 23,3% des voix, la liste du Rassemblement national (RN, ex-FN) est arrivée en tête le 26 mai. Par rapport au précédent scrutin européen de 2014, qui avait déjà vu le FN devancer les autres partis, le nombre d'électeurs d'extrême droite s'est accru, passant de 4,7 à 5,2 millions, même si, la participation ayant augmenté, son pourcentage reste en deçà de celui de 2014.

Dans ces élections, le RN a eu en partie les voix, à droite, de ceux qui se sont détournés du parti Les Républicains, durablement discrédité par le scandale Fillon et l'échec qui s'en est suivi à la dernière élection présidentielle. Qu'une partie de l'électorat de droite issu des milieux les plus réactionnaires de l'opinion, parmi les catholiques intégristes, les racistes et les nostalgiques des guerres coloniales, puisse voter à l'extrême droite, ce n'est pas un phénomène nouveau. Dans les années 1990, la compétition pour gagner cette frange de l'électorat opposait déjà le RPR de Chirac au FN de Le Pen père, permettant à ce dernier de remporter d'importants succès électoraux dans des départements comme le Var ou les Alpes-Maritimes.

Mais c'est souvent dans les quartiers populaires et dans les villes ouvrières que l'extrême droite a eu des succès. Ainsi, dans le Nord-Pas-de-Calais, la liste RN a

recueilli 456 069 voix, soit environ 56 000 de plus qu'en 2014. Dans de nombreuses villes de l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais, dans de nombreuses petites villes du Nord sinistrées par les licenciements, les fermetures d'entreprises, le chômage et la précarité, le parti de Le Pen obtient des résultats importants, avec plus de 40% de voix.

Au sein de l'électorat populaire, une fraction importante, sinon majoritaire dans les quartiers les plus pauvres, a exprimé son mécontentement en s'abstenant. Mais d'autres ont apporté leurs voix à la liste de Le Pen, en donnant à ce vote le sens d'une protestation sociale contre Macron. D'autres listes avaient appelé à faire de cette élection européenne un référendum anti-Macron. Mais, le RN apparaissant comme celui qui était le plus en situation d'arriver en tête, il a bénéficié d'un effet « vote utile » contre Macron. Tous ceux qui ont réduit l'élection à

un vote sanction contre le président ont ainsi contribué à faire le jeu du RN. La campagne empreinte de nationalisme de la France insoumise de Mélenchon, sur la nécessité de rétablir les frontières du pays avec l'Europe, a contribué à effacer celle qui la différenciait politiquement du RN aux yeux des électeurs des milieux populaires.

Plus largement, l'électoratisme des partis de gauche, du PS et du PC, leurs trahisons et leurs reniements répétés chaque fois qu'ils se sont retrouvés au pouvoir, tout cela a contribué à effacer les réflexes de classe des travailleurs et à les désorienter politiquement.

Ainsi, au sein des classes populaires, certains ont voté pour l'extrême droite en croyant que c'était le moyen d'exprimer leur opposition à Macron sans forcément exprimer leur adhésion aux idées de celle-ci. Mais ainsi ils ont permis à un mouvement profondément antiouvrier de se renforcer. Les succès électoraux de l'extrême droite risquent de faire reculer encore davantage parmi les travailleurs la conscience que les capitalistes et leurs représentants sont les véritables responsables des reculs catastrophiques imposés à toute la société. Ces succès alimentent la division parmi les travailleurs, en fonction de leur origine ou de leur religion.

Dans une période où, plus que jamais, la solidarité et l'organisation contre les exploités sont indispensables aux travailleurs pour défendre leurs droits, leurs emplois et leurs conditions de vie, le poison des idées du RN est plus que jamais à combattre.

Marc Rémy

Les Républicains : une dégringolade annoncée

Avec un score de 8,48% et arrivant en quatrième position, le parti Les Républicains, héritier des grands partis de la droite traditionnelle, a subi une dégringolade sans précédent. On est loin des 21% recueillis par l'UMP en 2014...

Ce parti, comme les autres qui ont été associés depuis des dizaines d'années à des gouvernements au service de la classe capitaliste, a subi l'usure du pouvoir. Mais de plus, dans cette élection, LR était assis entre deux chaises et la chute n'en a été que plus prévisible. Durant sa campagne, le parti a en effet zigzagué entre des thèmes s'adressant aux électeurs

RN et d'autres s'adressant à ceux de Macron. En conséquence, il en a perdu par les deux bouts.

Du côté des électeurs bourgeois traditionnels, dont les valeurs morales se basent sur l'épaisseur de leur portefeuille et qui se reconnaissent dans tout bon gestionnaire de leurs intérêts, Les Républicains ont été doublés par LREM, le parti de Macron. Depuis

deux ans que ce dernier est au pouvoir, il a donné bien des preuves de sa servilité vis-à-vis du grand patronat et plus généralement des plus riches. Il est même allé plus loin et plus vite dans ses attaques contre la classe ouvrière que n'avaient osé le faire les vieux partis de droite.

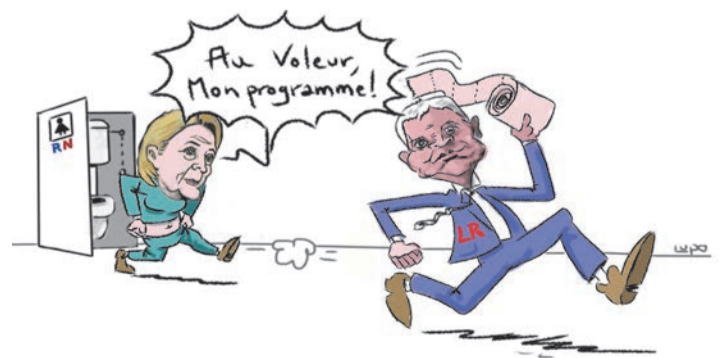
Quant à l'autre volet des thèmes de campagne développé entre autres par Wauquiez, l'ultra-nationalisme, la fermeture des frontières, les attaques contre les immigrés et plus généralement contre la classe ouvrière, le Rassemblement

national de Le Pen en a fait son fonds de commerce depuis bien plus longtemps que Les Républicains et, une fois de plus, les électeurs ont montré leur préférence pour l'original face à

la copie.

Ainsi, la droite traditionnelle a peut-être fait son temps ; il est vrai que c'est au profit de requins aux dents tout aussi longues.

Marianne Lamiral





Les avatars du parlementarisme (communiqué de Lutte ouvrière)

Au soir des élections européennes, le Rassemblement national s'est félicité d'avoir dépassé La République en marche, et celle-ci s'est félicitée d'avoir limité les dégâts grâce à une participation plus grande à cette consultation électorale. Mais l'électorat populaire, avec les salariés, les chômeurs, les retraités du monde du travail, est largement resté à l'écart des européennes. Aux abstentionnistes, il faut ajouter tous ceux, principalement dans les quartiers populaires, qui sont tellement dégoûtés des élections qu'ils ne changent rien à leur sort qu'ils ne sont même plus inscrits sur les listes électorales. Sans parler de tous ceux qui, immigrés, n'ont pas le droit de vote, bien qu'exploités dans ce pays, et sont une fraction importante du prolétariat.

Le jeu des partis dans ces élections n'a laissé à l'électorat populaire que le choix entre le représentant caricatural de la morgue bourgeoise envers les travailleurs et la millionnaire Le Pen, le choix entre la peste et le choléra.

Au temps où fonctionnait le système de l'alternance entre la droite et la gauche,

cette dernière bénéficiait d'un passé qui la reliait encore au mouvement ouvrier.

Au-delà du rejet que la gauche provoque aujourd'hui dans l'électorat populaire, c'est tout le système de la démocratie bourgeoise qui est mis en cause, tant il apparaît que les élections, au lieu de permettre le changement, ne servent qu'à masquer le fait que rien ne change.

La bourgeoisie des grandes puissances impérialistes a trouvé avec le parlementarisme un système qui lui permet de dissimuler sa mainmise sur la société, en donnant à la population l'illusion que c'est d'elle et de ses votes que dépend la vie sociale, alors qu'en réalité elle est soumise à la dictature impitoyable du grand capital. Mais cette illusion ne fonctionne que tant qu'elle est crédible. C'est de moins en moins le cas.

Les racines de la crise de la démocratie bourgeoise sont là, ainsi que les raisons de la montée de courants politiques partisans de régimes autoritaires.

Au moment où la démocratie bourgeoise est minée par la faillite du capitalisme,

par la crise économique, par la menace de guerres et de catastrophes écologiques, d'aucuns ont pour ambition de reconstruire la gauche.

La gauche, tant qu'elle avait un certain crédit parmi les travailleurs, a été un moyen d'enchaîner le mouvement ouvrier au système institutionnel de la bourgeoisie. Cet instrument s'est brisé en remplissant cette tâche, et tous ceux qui veulent le réparer trompent les travailleurs alors que la société est poussée vers le précipice.

S'opposer à l'extrême droite, avec toutes les saletés réactionnaires et anti-ouvrières qu'elle charrie, ne pourra pas se faire en ressuscitant le cadavre des vieux partis. Ce qu'il est vital de reconstituer, c'est le mouvement ouvrier, pour qu'il reprenne le drapeau du combat contre la dictature de la bourgeoisie sur la société.

Aussi restreint que soit le nombre de ceux qui se retrouvent dans les idées de la lutte de classe, ce sont eux qui représentent l'avenir. Le camp des travailleurs n'est pas une abstraction. Avant d'être un choix politique conscient, c'est une réalité

sociale.

La guerre que la grande bourgeoisie mène contre les travailleurs ne pourra cesser qu'avec la fin des luttes de classes, c'est-à-dire avec la destruction de l'organisation capitaliste de la société.

L'opposition au capitalisme sera en permanence secrétée par le capitalisme lui-même, par l'avidité de la grande bourgeoisie et par son incapacité à répondre à quelque problème sérieux que ce soit qui se pose à l'humanité.

L'organisation capitaliste de la société ne peut fonctionner qu'en maintenant dans l'exploitation et l'oppression une partie de la société, le prolétariat. Aussi féroce que puisse être la dictature de la grande bourgeoisie, et précisément à cause de cette férocité, elle fera tôt ou tard surgir la révolte.

C'est dans cette révolte que la minorité de travailleurs conscients peut devenir la majorité et transformer la société, en mettant fin à la domination du grand capital par l'expropriation de la grande bourgeoisie.

Les résultats de Lutte ouvrière, pour modestes qu'ils soient, confirment

la présence d'un courant politique qui maintient la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier, l'internationalisme face à la montée des nationalismes, le drapeau rouge face au drapeau tricolore de la bourgeoisie. Renforcer ce courant, lui donner la force d'intervenir dans la lutte de classe que les travailleurs ont à mener contre la grande bourgeoisie est la tâche essentielle, en cette période de crise économique et d'offensive de la classe capitaliste. C'est de cet effort que pourra surgir le parti ouvrier révolutionnaire représentant les intérêts matériels et politiques des exploités.

La classe ouvrière a la force et les moyens de mettre fin à la dictature du grand capital sur la société. Il lui manque la conscience de ses formidables possibilités. Cette conscience ne peut s'incarner que dans un parti ayant pour objectif de mener la révolution sociale jusqu'au bout, un parti communiste révolutionnaire. L'avenir de l'humanité et peut-être même sa survie en dépendent.

**Nathalie Arthaud
et Jean-Pierre Mercier,
le 26 mai**

Contre le grand capital, le camp des travailleurs



Les résultats de Lutte ouvrière

Lutte ouvrière a obtenu le 26 mai 176 433 voix, soit 0,78 % des suffrages exprimés.

Lors du scrutin européen de 2014, les listes de Lutte ouvrière et de Combat ouvrier aux Antilles avaient totalisé 222 491 voix, soit 1,17%. Aux élections législatives de 2017, nos candidats avaient totalisé 159 470 voix (0,72%).

Il s'agit donc de résultats très modestes. C'est cependant dans des villes ouvrières et des quartiers populaires que ces résultats sont significatifs, comme à Oissel (1,99 %) ou

Aubervilliers (1,71 %). Signalons aussi qu'en Martinique, où milite notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud, porte-parole de Combat ouvrier et troisième sur notre liste, celle-ci obtient 2 614 voix (6,64 %). En Guadeloupe, où Jean-Marie Nomertin, également porte-parole de Combat ouvrier, était aussi candidat sur la liste de Lutte ouvrière, celle-ci obtient 1 714 voix (4,48 %).

M.B.

Europe écologie-Les Verts : une "vague verte" porteuse de désillusions

Le score réalisé par Yannick Jadot et sa liste Europe écologie-Les Verts apparaît comme un des faits marquants des élections européennes. Avec 13,47% des voix, il progresse de 4,5% par rapport aux élections précédentes, celles de 2014. Mais surtout les écologistes apparaissent comme la troisième force politique du pays derrière le Rassemblement national et La République en marche, devançant nettement les partis de gauche, le Parti socialiste, La France insoumise et le Parti communiste.

Cette progression est d'autant plus significative qu'elle se confirme dans la plus grande partie de l'Europe. En Allemagne, avec près de 22% des voix, les Verts doublent leur score d'il y a cinq ans. Ce vote écologiste traduit certainement une préoccupation croissante dans l'électorat européen, et en particulier de sa composante la plus jeune, concernant la protection de la planète, ravagée par les méfaits du capitalisme. C'est cette inquiétude que reflètent aussi les marches pour le climat qui se déroulent dans toute l'Europe

depuis plusieurs mois, la dernière en date ayant réuni vendredi 24 mai 15 000 manifestants à Paris et ayant rassemblé d'autres cortèges dans plusieurs villes de France.

La plupart des grands partis, soucieux de capter cette sensibilité, avaient d'ailleurs verdi leurs programmes et leurs listes, comme Macron qui avait débauché le directeur d'une organisation pour la protection de la nature pour figurer en deuxième place sur la liste LREM, après avoir pris Nicolas Hulot comme ministre.

Le fait qu'un nombre important d'électeurs se soient portés sur des listes reprenant les préoccupations écologistes ou défendant les migrants est certes plus réjouissant que la montée parallèle de l'extrême droite, même si ce vote n'est manifestement pas le fait de la partie la plus pauvre de la population. Mais, tout autant que la prise de conscience des risques que court la planète, ce vote pour les Verts traduit le désarroi de toute une partie de l'ancien électorat de gauche, qui refuse d'oublier les méfaits de celle-ci lorsqu'elle était au pouvoir. Ce n'est pas pour autant la fin des illusions, comme le montrent les perspectives défendues par Jadot pendant sa campagne et le débouché politique qu'il propose maintenant à ce qu'il appelle une vague verte.

Jadot s'est toujours affirmé en accord avec la libre entreprise et l'économie de



La jeunesse inquiète pour la planète, à Brême le 24 mai.

marché, c'est-à-dire le capitalisme. Dans une économie entièrement contrôlée par quelques grands trusts qui modèlent la vie sociale et prennent leurs décisions avec pour seul critère le profit maximum, cela revient à renoncer à toute amélioration réelle des rapports entre l'homme et la nature, au profit de discours sans effet. C'est non seulement accepter de fait l'exploitation du monde du travail et même son aggravation actuelle, mais renoncer au combat réel contre les catastrophes écologiques.

Au Parlement européen, le groupe écologiste, même renforcé, n'aura aucun pouvoir véritable, d'abord parce que les institutions

européennes sont faites pour que cette assemblée n'en ait aucun. Ce n'est pas la création d'un « comité de surveillance et d'initiative » annoncé par Jadot le soir des élections qui y changera quelque chose. Et, pour le reste, les perspectives qu'il a tracées, à savoir la création d'un grand parti écologiste pour les élections municipales et nationales à venir, visent simplement à occuper la place longtemps tenue par la gauche aujourd'hui moribonde, pour participer à la gestion du capitalisme en crise. Contrairement à ce que prétend Jadot, ce n'est certainement pas cela qui pourra barrer la voie à l'extrême droite.

Daniel Mescla

Hélicoptères militaires : la vache à lait du capital

La ministre de la défense Florence Parly s'est rendue le 27 mai à l'usine Airbus de Marignane. Elle y a annoncé que l'armée avançait de deux ans la commande de plusieurs centaines d'hélicoptères qu'Airbus fabrique, vendus autour de 15 millions d'euros pièce.



Un hélicoptère Guépard.

Le budget des armées étant fixé pour les années à venir, l'État et Airbus ont réalisé un curieux montage pour cette très grosse opération. Airbus avance les fonds à l'armée, avec, assure Parly, un taux d'intérêt minime. De plus, ajoute la ministre, l'opération se soldera par une économie, car maintenir les vieux hélicoptères en fonction coûte les yeux de la tête. Ils seraient si mal en point et auraient besoin de tant de soins que

l'heure de vol reviendrait aujourd'hui à 13 000 euros.

Personne au ministère n'a suggéré de mettre les vieux hélicoptères au rencard et de verser les équipages et mécaniciens chez les pompiers, les gardes forestiers, les sauveteurs en mer ou tout autre profession utile, en les équipant de matériel neuf, s'il le faut. La raison en est simple. Outre ses tâches de gendarme colonial, l'armée française se doit d'assurer les profits de

ses fournisseurs, dont Airbus est l'un des principaux. Or la firme a absolument besoin d'amorcer la vente de son hélicoptère, encore à l'état de prototype. L'État, qui a contribué à financer la recherche et le développement de l'appareil se doit donc d'être non seulement son premier client mais un client tel qu'il garantisse à lui seul la rentabilité de l'opération.

Pendant que les commentateurs dissertent gravement sur le résultat des élections, les affaires, les vraies, continuent donc et l'État ne peut attendre pour donner la preuve de sa dévotion au capital. Sous tous les gouvernements précédents, de Colbert et la création de l'arsenal de Rochefort jusqu'à Le Drian et la vente des frégates, les ministres ont procédé comme Florence Parly. Quant aux prétendus censeurs de Macron à la sauce Le Pen, ils annoncent par avance qu'ils augmenteraient le budget militaire.

Alors sur quoi s'opposent les candidats au gouvernement si ce n'est sur les différentes façons de mentir aux travailleurs ?

Paul Galois

Conseil de défense écologique : Macron inspecteur gadget

À la fin du grand débat Macron avait annoncé la création d'un Conseil de défense écologique, qui s'est réuni pour la première fois le 23 mai.

À deux jours des élections, il était temps ! Si Macron a déclaré que « sur l'écologie le temps n'est plus à la parole », il n'a finalement annoncé aucune mesure concrète. Selon De Rugy, le ministre de l'Écologie, le projet minier de « La montagne d'or » en Guyane ne se ferait pas, mais Greenpeace dénonce déjà la mise en place, dès décembre, d'un nouveau code minier qui permettrait de représenter le projet sous une autre forme.

Le Conseil de défense écologique, dès sa première réunion, apparaît comme un des nombreux gadgets écologiques de plus pour le gouvernement. Il s'ajoute en effet au Haut conseil pour le climat, au Conseil national de la transition écologique, au Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité, sans oublier la Convention citoyenne pour le climat annoncée elle aussi à la fin du grand débat. Dans cette Convention, 150 citoyens qui seront tirés au sort devront proposer

des mesures écologiques sur les émissions de gaz à effet de serre.

Il y a effectivement urgence à prendre des mesures radicales pour lutter contre les atteintes à l'environnement liées à la course au profit capitaliste. Mais il est déjà évident que rien ne sortira de ces conseils et autres conventions qui sont autant de gadgets incapables de s'attaquer aux intérêts des grandes sociétés capitalistes, responsables de la pollution.

Cédric Duval



Italie : du PD au M5S et à la Ligue de Salvini

Avec 34,26 % des voix, la Ligue, le parti d'extrême droite de Matteo Salvini, a réussi son pari de devenir le premier parti d'Italie, supplantant le Mouvement 5 étoiles (M5S), auquel elle est associée au gouvernement depuis un an.

Le M5S, sorti en tête des élections législatives de 2018 avec 32,7 % des voix, chute à 17,06 % et se retrouve en troisième position, derrière le Parti démocrate de centre-gauche.

Salvini avait annoncé la couleur à peine le gouvernement de coalition formé : il s'emploierait à ce que son parti prenne l'avantage sur le Mouvement 5 étoiles et ferait des européennes une approbation de sa politique par les électeurs. Depuis un an, sous le slogan « Les Italiens d'abord », il a multiplié les propos outranciers, les tweets et les vidéos facebook sur des thèmes xénophobes et antimigrants. Il a occupé le devant de la scène, en particulier pendant les premiers mois de gouvernement, en faisant passer son décret sécurité qui aggrave la situation des migrants et restreint leurs droits. Désignant les migrants comme responsables de l'aggravation de la situation des classes populaires, Salvini a cultivé à peu de frais

l'image d'un ministre agissant, sans langue de bois. Cela a conforté son électorat traditionnel, mais cela a aussi rencontré l'approbation d'une partie des classes populaires et des travailleurs, désorientés et sans perspectives.

Le M5S n'est pas sans responsabilités dans cette progression inquiétante de l'extrême droite. Fondé par l'ex-comique Beppe Grillo sur la base de la dénonciation de la caste des politiciens, le M5S se voulait un simple rassemblement de citoyens honnêtes voulant faire de la politique autrement. Il a capitalisé à son profit le dégoût légitime des classes populaires envers les partis traditionnels, attirant à lui toute une partie de l'électorat de gauche qui désormais rejetait le Parti démocrate.

C'est en effet sous la direction du PD que les précédents gouvernements avaient mené la guerre aux travailleurs, généralisant la précarité du travail

et aggravant les attaques contre les retraités. Pour répondre à cette partie de son électorat, le M5S a mis en avant des mesures sociales dont la caractéristique principale est de ne pas s'attaquer au capital. Mais il a aussi révélé son inconsistance politique. Dans ses oripeaux de parti de citoyens honnêtes et sans dogmes préconçus, il a reculé devant toute prise de position un peu courageuse, en particulier sur la question des migrants. Dans

cette logique, le M5S n'a rien fait pour combattre la démagogie xénophobe de la Ligue, se montrant finalement solidaire de sa politique antimigrants et de sa xénophobie, affirmant, lui aussi, qu'on ne pouvait pas accueillir toute la misère du monde.

Ne pouvant aller au gouvernement seuls, les antisystèmes chevronnés du M5S n'ont alors pas hésité à tendre la main à Salvini... qui s'est empressé de la prendre, bien décidé à

se servir de sa place de ministre pour se hisser par-dessus la tête de ses alliés. Dans l'attelage improbable du M5S et de la Ligue, c'est cette dernière qui est apparue la plus déterminée. Les électeurs du M5S ont pour partie rejoint la Ligue, tandis qu'une autre partie, au vu de son inconsistance, ont fini par retourner à un PD qui retrouve des couleurs, même si, il est vrai, il ne leur offre pas plus de perspectives.

Nadia Cantale



En novembre, contre le décret Salvini, à Rome.

Grèce : Tsipras a remis en selle la droite

En Grèce, les élections ont été douloureuses pour le gouvernement et pour Syriza, le parti du Premier ministre Tsipras.

Avec 23,81 % des voix, il est devancé de presque dix points par la Nouvelle démocratie (33,10 %), le parti de droite classique dirigé par Kyriakos Mitsotakis. Pour les élections régionales et municipales, dont un premier tour avait lieu en même temps que les européennes, la tendance est la même. La Nouvelle démocratie est en passe de

dominer les régions, entre autres celle d'Athènes, même si les résultats ne sont pas définitifs.

Les restes du Pasok, l'ancien parti social-démocrate, allié à d'autres groupes de centre gauche dans Kinal, le Mouvement pour le changement, n'a recueilli que 7,67 %. Le Parti communiste grec est à 5,7 %, un peu moins qu'en 2014. Du côté

de l'extrême droite, le parti Aube dorée, avec 4,9 %, a vu son score diminué de moitié par rapport à 2014. Mais une nouvelle formation nationaliste, la Solution grecque, regroupant en réalité d'anciens politiciens d'extrême droite, obtient à peu près les mêmes résultats (4,10 %).

Tsipras n'a pourtant pas ménagé sa peine pour tenter de convaincre les Grecs qu'après les années de privations, avec la fin officielle des plans d'austérité, ces

mémorandums théoriquement clos en août 2018, son gouvernement était le seul à garantir les quelques mesures envers les plus démunis votées en février 2019, comme l'augmentation de 50 euros pour les pensions de retraite à 500 euros. Il promettait aussi une baisse de la TVA sur les produits alimentaires et d'autres mesures sociales dont, selon lui, un échec de Syriza aurait sonné la fin.

Épuisée par des années d'austérité, laminée par le chômage officiellement en baisse mais à près de 19 %, par la fuite à l'étranger de centaines de milliers de jeunes et parfois de moins jeunes sans travail, la population n'avait pas de raisons de croire à ces nouvelles promesses. Les travailleurs n'en avaient pas plus de croire en la droite.

Si Tsipras a rendu service à quelqu'un, c'est bien à la bourgeoisie, aux hommes d'affaires et aux politiciens européens et grecs, et aussi finalement à ses adversaires politiques. Mitsotakis a profité du discrédit du chef du gouvernement pour ranimer le parti traditionnel de la droite, pourtant

tout autant responsable de la catastrophe sociale et économique. Il était lui-même un des ministres du dernier gouvernement de droite avant Tsipras. Il a pu faire une campagne axée sur « la stabilité, le refus de l'insécurité et de l'accord de Prespes », l'accord signé par les gouvernements grec et macédonien qui reconnaît officiellement à ce pays le nom de République de Macédoine du Nord. Jouant sur le nationalisme, Mitsotakis a rassemblé les voix de ceux qui refusent catégoriquement que le nom de Macédoine s'applique à autre chose qu'à une région grecque.

Tsipras réclamait un vote de confiance dans une élection où, pour la première fois, les jeunes pouvaient voter dès 17 ans. Devant l'échec, il a annoncé des élections législatives, anticipées à fin juin ou début juillet au lieu d'octobre. Elles risquent d'enregistrer encore une fois la faillite d'un gouvernement de gauche qui n'a rien su faire d'autre que de gérer les conséquences de la crise économique.

Sylvie Maréchal



Manifestation de retraités à Athènes contre l'austérité.



Fête de Lutte ouvrière

8 - 9 et 10 juin à Presles - Val-d'Oise

Vive la Fête !

Comme chaque année, durant les trois jours du week-end de la Pentecôte, la Fête de Lutte ouvrière se tiendra dans le parc boisé de Presles, dans le Val-d'Oise.

Alors que le mécontentement contre la politique antiouvrière de Macron continue de se faire entendre, la Fête rassemble ceux qui n'acceptent pas une société dans laquelle

les gouvernements ne sont là que pour défendre les privilèges d'une poignée de possédants, tous ceux pour qui l'idéal communiste d'internationalisme et de fraternité entre les peuples est vivant.

La Fête ouvrira ses portes le samedi 8 juin de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du dimanche 9 juin à 9 heures au lundi 10 juin à 20 heures.

Meetings de Nathalie Arthaud

dimanche et lundi à 15 heures



Programme, horaires, renseignements pratiques, billetterie... <https://fete.lutte-ouvriere.org>

Le Village médiéval

Petits et grands pourront découvrir les activités et les techniques du Moyen Âge, au travers de différents ateliers et échoppes animés par des spécialistes: la forge médiévale, la calligraphie, la vannerie, le travail du bois, la présentation des instruments de musique, le four à pain...

Des pièces de théâtre: *Le vilain mire*, comment un paysan va-t-il passer pour un médecin, *Comment les femmes ont arrêté la guerre*.

Des animations: démonstrations de combats en armure, escrime ancienne, jongleurs, danseurs, conteurs, diseurs de poèmes médiévaux, spectacle de feu samedi soir et dimanche soir, bal folk dimanche soir.

Des conférences historiques: **Cyrille Marconi**, de la vengeance au procès, la justice pénale au haut Moyen Âge - **William Blanc**, *Games of Thrones*, une histoire politique de la fantasy.

Des jeux pour tous

Des dizaines de jeux sont accessibles en permanence, gratuits pour la plupart.

Les enfants peuvent se promener partout en toute sécurité. Une carte orange gratuite leur donne accès à de nombreux jeux.

Pour le bonheur des enfants, la tranquillité d'esprit et la liberté des parents:

• **La Cité des jeunes**, une belle aire de pelouse et de sous-bois avec animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés.

• **L'Accueil des tout-petits**, où les bébés de plus de trois mois sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.

Les cartes et bons

Dépêchez-vous !

Il ne reste que quelques jours pour se procurer les cartes d'entrée à 15 euros pour les trois jours de la fête, et les bons d'achat - 4 euros pour une valeur de 5 euros:

- auprès de nos camarades,
- sur notre site : fete.lutte-ouvriere.org

Sur place, les cartes d'entrée coûteront 20 euros.

L'entrée de la fête est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés

Au Grand Podium

Samedi

- **14h30 N'BEE SWEET MEN**, afro-groove et rythmes afro-caribéens
- **17h15 FÉLOCHE**, à mi-chemin entre électro, chanson et rock
- **20h30 AZIZ SAHMAOUI & UNIVERSITY OF GNAWA**, rythmes berbères entre jazz funk et musiques d'Afrique

Lundi

- **13h30 CUMBIA YA !**, orchestre franco-argentin
- **17h APRO BLUES ROCK BAND**, des amoureux du blues

Dimanche

- **14h KOSH**, humour, beatbox, bruitages
- **16h LES WRIGGLES**, « Complètement Red », humour trash décomplexé et mélodies tendres
- **18h15 BEKAR**, chansons groove et klezmer
- **21h SIDI WACHO**, collectif festif et engagé aux influences hip-hop et cumbia-électro

Au Théâtre de verdure

Samedi

- **15h15 MOONLIGHT SWAMPERS**, reprises rock
- **17h LESSENCE**, rap
- **18h45 DOUNEGNO**, musique togolaise
- **21h GRISBI SOULMUSIC**, blues et rock

Lundi

- **11h45 LES MOYENS DU BORD**, *Don Quichante, olé !*
- **13h30 ÇA NOUS RAMÈNERA PAS DALIDA**, humour et compositions originales
- **16h BB CLAN**, rock celtique
- **17h15 CHANTS D'ANATOLIE**

Dimanche

- **11h BLUES NON STOP**, le blues, toute une histoire !
- **13h30 LES MOYENS DU BORD**, *Don Quichante, olé !* fantaisie lyrico-hispanique déjantée
- **16h LOST IN SOUL**, soul music
- **18h30 LA C^{ie} DU BERGER**, *L'établi*, lecture musicale d'après le témoignage de Robert Linhart, ouvrier OS en usine
- **21h JEF SICARD QUINTET**, jazz, hommage à Django Reinhardt

Au Carrousel de la connaissance

Sapiens et C^{ie} : quoi de neuf sur nos origines ?

Spectacle audiovisuel de 45 mn

Cinéma

Les films

- **Amin**, de Philippe Faucon
- **Monsieur**, de Rohena Gera
- **Le grand bain**, de Gilles Lellouche

- **3 billboards Les panneaux de la vengeance**, de Martin McDonagh
- **Une affaire de famille**, de Hirokazu Kore-eda
- **Jusqu'à la garde**, de Xavier Legrand

- **La révolution silencieuse**, de Lars Kraume
- **Les conquérantes**, de Petra Biondina Volpe
- **L'une chante l'autre pas**, d'Agnès Varda

Les documentaires

- **Les révoltés**, de Michel Andrieu et Jacques Kébadian
- **Regarde ailleurs**, d'Arthur Levivier

- **Fahavalo - Madagascar 1947**, de Marie-Clémence Paes
- **8, avenue Lénine**, de Valérie Mitteau et Anna Pitoun

- **Résistantes**, de Fatima Sissani
- **On nous appelait beurettes**, de Bouchera Azzouz
- **Monsanto**

Nocturne en plein air

Pendant la nuit du dimanche au lundi, si le temps le permet, séance sur écran géant

Venir à la Fête

En train : nous recommandons ce moyen de transport.

Départ : toutes les heures de Paris-gare du Nord à partir de 6 h 34 (durée : 38 minutes). Renseignements sur transilien.com

La gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Un minibus fait la navette de la gare de Presles à l'entrée de la fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).

En car : navettes gratuites, au départ du métro Saint-Denis-Université (ligne 13), pendant les heures d'ouverture de la fête. Durée du trajet : 45 à 60 mn.

En voiture : attention ! Il est très difficile de stationner dans le village de Presles. Merci de respecter toutes les signalisations et interdictions de stationner. *Merci de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage.*

Depuis les régions : des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignements auprès de nos camarades et sur les sites régionaux.

Fête de Lutte ouvrière

Renseignements et accueils

Direction de la fête	C6
Camping Visiteurs, accueil	E4
Accueil des tout-petits	54 C4
Cité des Jeunes	B3
Entrée, vente de cartes	1 B8
Infirmier	B6
Rendez-vous et covoiturage	C7
Visites guidées de la Fête	134 C5

Renseignements

Stand LO - allée des Femmes	103 C4
Stand LO - place de l'Églantine	7 C8
Stand LO - Esplanade Sciences	128 D5
Stand LO - allée de la Diane	15 B6
Stand LO - Guinguette	95 C3
Stand LO - place des Cinémas	156 E5
Stand LO - Château	72 B2
Stand LO - Village médiéval	195 C8

Accueils

Bordeaux-Angoulême	
Perpignan-Toulouse	132 E5
Bourgogne	36 C5
Bretagne-Normandie	117 D4
Centre	104 C4
Champagne-Ardenne	96 C3
Clermont-Ferrand	177 D7
Est	35 C6
Le Mans-Chartres	60 B3
Lutte Ouvrière Hôpitaux	58 B3
Lutte Ouvrière Renault	59 B3
Nord	23 B6
Rhône-Alpes	182 D7
Sud-Est	71 B2
Tours-Angers-Poitiers-Cholet	107 C4

Scènes

Broadway Music Hall	21 C6
Grand Podium	A5
Kiosque de l'Églantine	5 C8
L'Entracte Accueil cinéma	158 E4
La Guinguette	82 C2
Place du Village	C8
Scène du Hêtre pourpre	B3
Théâtre de Verdure	A1

Espaces-débat et cinémas

Chapiteau Friedrich-Engels	E4
Chapiteau Karl-Marx	B4
Cinémas	E4
Débats Chapiteau scientifique	E4
Dédicaces Karl-Marx	51 B3
Espace Rosa-Luxemburg	E4
Forum 1	D5
Forum 2	D5
Taverne Maître Taillevent	189 C7

Sciences et expositions

Arboretum	197 D7
Carrousel de la Connaissance	D4
Cité des Sciences	D4
Exposition photos	31 B6

Préhistoire

Espace céramique	89 C3
Espace métallurgie	90 C3
Espace préhistoire	88 C3
Site de fouilles	91 C3

Librairies

La Cité du Roman	C5
Librairie du Château	A1
Librairie scientifique	E4
Sous les pavés... les pages	6 C8
Publications LO	155 D6

Arts, artisanat, vente

À vos pinceaux	32 C6
Badge Avenue	3 C8
Brin de fantaisie, brocante	57 B3
Cartes postales	4 C8
Disques	26 B5
Fleurs de terre, minéraux	97 B3
Ici, on bulle, BD	93 C3
La Puce rouge, brocante	121 D5
Le petit atelier	183 D7
Ballons de la fête	8 C8
Tipi - Sarbacanes	101 C4
Tour à bois	198 D8

Cité des Arts

Atelier de peinture	171 E6
Atelier de sculpture	170 E6
Mosaïques	166 E6
Petit salon	169 E6
Sculpture	168 E6
Studio 1	172 D6
Studio 2	167 E6
Théâtre Cité des Arts	E6

Village médiéval

Calligraphie	194 C8
Forge	186 D7
Forge ancienne	187 D7
Four à pain	196 C8
Vannerie - travail du bois	193 C8

Jeux et sports

Bowling de la Diane	11	
C'est la Cata	184	D7
La Boule Maboule	173	D6
Le Frondeur du Poitou	111	C5
Le Mini Golf	10	C7
Le Serpent à lumière	22	B6
Les Mots fléchés	16	B6
Palet des Jeux	157	E5
Starbalète	28	B6
Une Souris rouge	98	B3
Billard	124	D5
Bowling	126	D6
Échec et Marx	100	C3
Animations Château	64	B2
Fléchettes	102	C4
Foot et vélos en folie	125	D5
Karaoke	129	D5
La Barbouille	86	C2
La Halle aux jeux	17	B6
La Halle aux jeux du Cèdre	38	C5
La Mare aux canards	29	B6
Le Manège enfantin	27	B6
Le Molky	84	C3
Le Monde à la carte	106	C4
Mur d'escalade	78	B3
Marionnettes	30	B6
On en fait des caisses	79	B3
Parcours dans les arbres		D4
Spartakiades	181	D6
Tir à l'arc	14	B6
Tir à la patate	99	B3
Tir à plomb	13	B6

Groupes politiques invités

BRA (Allemagne-UCI)	34	C6
Combat Ouvrier (Antilles-UCI)	76	B3
L'Internazionale (Italie-UCI)	73	B2
La VDT (Belgique-UCI)	92	C3
OTR (Haïti-UCI)	74	B2
Sinif Mücadelesi (Turquie-UCI)	65	A2
The Spark (USA)	18	C7
UATCI (Afrique-UCI)	63	A2
Voz Obrera (Espagne-UCI)	120	D5
Workers' Fight (GB-UCI)	116	C5
BIR-KAR (Turquie)	141	D6
Cahiers du mouvement ouvrier	140	D6
CERMTRI	146	D6
CNT	142	D6
DIP (Turquie)	136	D5
EK (Grèce)	137	D5
Fraction l'Étincelle	139	D5
Fraction Trotskyste		
Quatrième Internationale	152	D6
Gauche révolutionnaire	151	D5
Amies et amis de la Commune		
1871	147	D6
Ligue pour la Quatrième Inter	149	D6
Mouvement communiste	145	D6
NPA	135	D5
OKDE (Grèce)	143	D6
Pathfinder	150	D6
Prospettiva Marxista (Italie)	148	D6
RESF	153	D6
Socialist Fight (GB)	144	D6
Tendance Bolchévique		
Internationale	138	D6
Workers Liberty (GB)	154	D6



Visites commentées de la fête
À destination de ceux qui veulent découvrir la fête, ou des aspects qu'ils ne connaissent pas, les rendez-vous seront précisés sur le programme.

L'Arboretum

Cinq promenades commentées parmi 110 espèces différentes d'arbres du monde entier

L'arbre, quel être étonnant! – Les arbres voyageurs – L'arbre sensuel – L'arbre et les poètes – 10 arbres, 10 histoires et une surprise!

Une exposition sur les arbres remarquables
Des ateliers

Le bois dont on fait les violons, le papier, les bateaux... Les graines – Le tour à bois – Dégustation de boissons d'arbres – Le bananier, cette bizarrerie

Des conférences

Pierre Avenas: l'histoire des noms des arbres, – **Georges Feterman** (président de l'association A.R.B.R.E.S. Arbres remarquables): quoi de neuf sur les arbres.

Un film

Les arbres remarquables, un patrimoine à protéger: de Georges Feterman, Jean-Pierre Duval et Caroline Breton

Les librairies de la Fête

La librairie du Château: une librairie générale, avec un large choix de romans, de témoignages, de livres historiques et politiques.

La Cité du roman: large sélection de romans et de témoignages, par pays.

La librairie de la Cité des sciences: l'histoire des sciences, l'actualité scientifique, des ouvrages de vulgarisation...

Sous les pavés, les pages: livres d'occasion, avec un stock renouvelé en permanence.

Toutes les publications de Lutte ouvrière à la Cité politique.

5

6

7

8

LE PLAN DE LA FÊTE



Dans l'intérêt de tous, des contrôles de sécurité auront lieu à l'entrée de la fête, comme c'est le cas actuellement dans toutes les manifestations publiques. L'alcool, les bouteilles en verre, les stupéfiants et évidemment les armes de toutes catégories sont interdits dans l'enceinte de la fête.

Parcours d'arbre en arbre

Un parcours homologué, sous la surveillance de moniteurs diplômés: tyroliennes, ponts de singe, échelles, parcours de difficulté progressive.

Attention: le parcours est accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif: 4 euros.

Au Préhisto-parc

Conférences

Antoine Balzeau: une enquête préhistorique, entre idées reçues et avancées sur l'évolution humaine

Olivier Blin: les techniques de cuissons céramiques de la préhistoire à l'Antiquité

Dominique Cliquet: dans les pas de Neandertal, il y a 80 000 ans, en Normandie

Philippe Lorquet: le fer, des étoiles jusqu'au

haut-fourneau

Sylviane Mathieu: les débuts de la sidérurgie, le bas-fourneau, une conquête d'enfer

Vincent Mourre: Les outils de nos ancêtres sont-ils différents de ceux utilisés par certains animaux?

Jean-Luc Piel-Desruisseaux: une collection d'outils préhistoriques

Jean-Luc Piel-Desruisseaux et **Vincent Mourre**:

3 millions d'années d'innovations dans la taille du silex

Ateliers

S'initier aux fouilles archéologiques - Allumer un feu sans briquet ni allumettes - Démonstration de taille du silex - Reconstituer des céramiques pour percer le mystère de leurs origines - Initiation à l'art de la préhistoire - Démonstration de taille du silex

Mini-conférences

Les Mines de Spiennes (Belgique), la naissance du génie minier - Néolithique, les bouleversements de la société liés au développement de l'agriculture - Fabriquer des vêtements à la préhistoire

Conférences-spectacles

Ouverture du four à céramique - Ouverture du bas-fourneau

Restauration - buvettes

La Gargote des tout-petits	55	B4
Au partage des profruits	52	B4
Aux Moules-Frites	25	B6
Bar à soupes	109	C5
Barbe à papa	40	B5
Bistrot du port	67	A1
Boissons médiévales	192	C7
Bonbons	44	B5
Brasserie	34	C6
Brick à l'œuf	131	E5
Brochettes grecques	119	D5
Buvette allée des Femmes	118	C5
Buvette de l'Églantine	9	C8
Buvette Grand Podium	47	B5
Buvette du Phare	68	A1
Buvette Octobre 17	165	D6
Café de la Guinguette	83	C3
Café Turc, Döner Kebab	66	A2
Cafeteria des sciences	133	E4
Charlotte	123	D5
Chorba, Thé, Gâteaux	24	B6
Churros y Chocolate	162	E6
Confit social	130	E5
Couscous	85	C2
Crêperie	179	D6
Crêperie bretonne	159	E5
Crêpes canadiennes	43	B5
Crottin chaud	178	D7
Dolce vita, pâtes	108	C5
Escargots	42	B5
Express Café	122	D5
Flammekuche	49	B4
Fraternité à la menthe	46	B4
Fromages d'Auvergne	176	D7
Galettes Saucisses	190	C7
Gaufres et bières belges	50	B4
Gaufres picardes	113	C5
Glaces et profiteroles	180	D6
Harengs de la Baltique	45	B4
Île de la Réunion	81	B3
Indoustand	80	B3
Jambon du Morvan	105	C4
Jus de fruits, milk-shakes	41	B5
L'Huître ouvrière	160	E5
La coupe est pleine	94	C3
La Dolina	53	B4
La Fondue	37	C5
Le Food Truck	39	B5
Le Grain de folie, café	110	C5
Le Temps des fraises	127	D5
Maffé	62	A2
Manhattan Bar	12	B7
Marmite haïtienne	75	B2
Méchoui	164	E5
Menu d'Isles	77	B2
Old West Diner	19	C6
Orienthe-vous	20	C6
Petit Salé - Lentilles	185	D7
Pizza & Aioli	69	B1
Quiches et tartes Lorraines	33	C6
Raviolis sibériens	161	E5
Restaurant allée des Femmes	114	C5
Restaurant de l'Églantine	191	C7
Restaurant Grand Podium	48	B4
Restaurant Burgers et Cie	174	D6
Resto-Buvette des cheminots	87	C2
Rôtisserie de Sire Renault	188	C7
Salades gourmandes	112	C5
Sardines grillées	61	B3
Seiches and'douillettes	56	B3
Soupe aux choux	70	B2
Spécialités lyonnaises	175	D6
Tapas, Tortillas	163	E5
Tea-Break gâteaux	115	C4

Échec et Marx

Jean-Philippe Karr, maître International, jouera une partie d'échecs simultanée contre 20 joueurs samedi à 16 heures, place de la Guinguette.

Nos amies les bêtes

Malgré notre amour de la nature et notre affection pour nos amis à quatre pattes, il n'est pas possible d'admettre les chiens dans l'espace réduit de la Fête, à l'exception naturellement des chiens guides d'aveugle.



Fête de Lutte ouvrière

8 - 9 et 10 juin à Presles - Val-d'Oise

Débats au Chapiteau Karl-Marx

Samedi

- Valérie Rey-Robert, pour son livre-réquisitoire contre les violences sexuelles : *Une culture du viol à la française*
- Julien Bordier, traducteur des mémoires de Rosa Parks
- Marie Treps, *Maudits mots - la fabrique des insultes racistes*
- Jean-Jacques Marie, l'invention du « judéo-bolchevisme » par les Blancs durant la guerre civile en Russie
- Robert Kosmann, pour son livre *La perruque, un travail détourné*
- William Blanc, *Une brève histoire politique de la Fantasy*
- Mehdi Charef, pour son livre *Rue des pâquerettes*
- Michèle Audin, présentation de son ouvrage sur les écrits d'Eugène Varlin - *ouvrier relieur 1839-1871*
- Françoise Olivier-Utard, les conseils ouvriers en Alsace-Lorraine en 1918
- *Negroes with guns*, présentation du livre de Robert F. Williams sur l'autodéfense des Noirs aux États-Unis pendant la ségrégation
- Alexandre Romanès, du cirque Romanès : la ségrégation contre les Tziganes dans la France de Macron

Dimanche à 18 heures

Débat LO - NPA

Dimanche

- David Mauger, *Un pompier pyromane - des décennies d'ingérence française en Côte d'Ivoire*
- Alain Carré, médecin : la réforme en cours de la médecine du travail
- Éliane Viennot, *L'Académie contre la langue française*, le dossier « féminisation »
- Renaud Piarroux, médecin : *Choléra Haïti 2010-2018, histoire d'un désastre*
- Aline Céril, Combat ouvrier : il y a dix ans, la grève générale aux Antilles
- Lutte ouvrière, Algérie : quelles perspectives pour un vaste mouvement social ?
- Roger Lenglet, *Le livre noir de l'amiante*
- Judith Magre, lecture de pages de Flora Tristan
- Sylvie Thénault, l'affaire Audin, la torture et les exécutions sommaires durant la guerre d'Algérie

Lundi

- Marie-Laure Dufresne-Castets (avocate) et Pascal Moussy (conseiller juridique), le droit, les mots et la lutte de classe
- Isabelle Matamoros, présentation de l'édition des œuvres complètes de Flora Tristan
- Patrick Coupechoux (journaliste) et Frank Drogoul (psychiatre), la psychiatrie en crise et victime de la crise
- Lutte ouvrière, la découverte d'écrits de trotskystes soviétiques quand ils militaient dans les prisons de Staline
- Patricia Latour, les textes de la militante bolchevique Alexandra Kollontaï
- François Guennoc, de l'Auberge des migrants de Calais
- Présentation des livres *Dans l'atelier du monde* et *Les compagnons de la Charte*, révolution industrielle et débuts du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne



Au Chapiteau Friedrich-Engels

- Jacques Kébadian et Michel Andrieu, réalisateurs du documentaire sur mai 68, *Les révoltés*
- Maden Gerbin, l'institutrice du documentaire *8, avenue Lénine*
- Alice Cherki, protagoniste du documentaire *Résistantes*
- Alexandra Novosseloff, présentation de l'exposition de photos et du livre *Des murs entre les hommes*
- Philippe Faucon, réalisateur du film *Amin*

Débats présentés par Lutte ouvrière

À la Cité politique

Les révolutionnaires et le mouvement des gilets jaunes - La classe ouvrière britannique face au Brexit et à la montée du nationalisme (Workers' Fight - GB) - Climat, renverser le capitalisme pour sauver l'humanité - Côte d'Ivoire, la dégradation de la situation des travailleurs (UAT-CI-Afrique) - Haïti : les luttes des classes laborieuses

contre la détérioration de leurs conditions de vie (OTR-Haïti) - Le Venezuela face à la crise et aux menaces de l'impérialisme-Véganisme et antispécisme...

À l'espace Rosa Luxemburg

Le mouvement ouvrier contre la préférence nationale (1870-1914) - La démocratie directe à Paris pendant la Révolution - Spartacus et les révoltes

d'esclaves - les révoltes des canuts lyonnais - la vague révolutionnaire ébranle le monde (1917-1923) - Comment Rockefeller est devenu le roi du pétrole - Religion et lutte des classes dans les villes au Moyen Âge - Rosa Luxemburg : socialiste, révolutionnaire et internationaliste - L'esclavage en Martinique et en Guadeloupe (Combat ouvrier) - Quand le mouvement ouvrier juif combattait le capitalisme et le sionisme...

À la Cité des Sciences

Samedi

- Stéphane Rostain, archéologue : la forêt vierge d'Amazonie n'existe pas !
- Philippe Henarejos, journaliste scientifique : il y a 50 ans, on a marché sur la Lune
- Fabienne Delfour, éthologue : l'intelligence sociale des dauphins
- Michel Brunet, découvreur de notre ancêtre « Toumaï » : nos origines africaines
- Marc Peschanski, biologiste : les essais cliniques de médicaments

Dimanche

- Fabienne Malagnac et Sébastien Bloyer : deux vrais jumeaux sont-ils identiques ?
- Hubert Krivine, physicien : l'intelligence peut-elle être artificielle ?
- Jérôme Van der Woerd, géologue : le risque

Les ateliers

Ici on fait parler les pierres - D'où viennent les plantes vertes - De l'ADN dans mon kiwi - Détergents, gels douche, shampooings, la chimie qui bulle et qui lave - L'écriture cunéiforme - La logique des machines électriques - Qu'est-ce qu'un cyanotype - Vue en relief et géologie

Les miniconférences

Régimes sans gluten, traitement pour les uns, mode pour les autres - Les neurones de la lecture - Féminin - masculin, quel genre de différences ? - Deepmind, jusqu'où ira l'intelligence artificielle - Le clitoris, ce cher inconnu - L'infini c'est long, surtout vers la fin - L'influence des mathématiques arabes sur

sisimique existe partout

- Florent Détroit, paléontologue : la découverte d'autres espèces humaines, à Florès et Luçon
- Étienne Klein, physicien : l'idée du vide en physique
- Bahia Guellai : comment le bébé apprend à parler
- Alain Riazuelo, astrophysicien : les trous noirs

Lundi

- Sylvie Testelin, chirurgienne : transplantation et greffe de visage
- Robert Vautard, climatologue : tempêtes, cyclones, inondations, l'impact du réchauffement climatique
- Eric Bapteste, chercheur en biologie : le rôle du collectif dans l'évolution des espèces
- Christophe Lavelle, biophysicien : chocolat et autres boissons fermentées

les mathématiques européennes - Une heure dans la peau d'un trader - Faut-il avoir peur des vaccinations - Démêler le vrai du faux dans les sondages - La loi des grands nombres est dure, mais c'est la loi - Trous noirs et ondes gravitationnelles - Il était un foie - T'as tes règles ou quoi - Comment les bactéries font de la résistance aux antibiotiques - Bébés "OGM", rêve ou cauchemar

La roulotte de la science

- *Quand les molécules se déchaînent* : dans notre cuisine, nous sommes tous des chimistes !
- *Le Soleil, notre étoile !* (avec des observations au télescope... si le temps le permet)

La Cité des arts

L'art sous toutes ses formes, présenté de façon abordable et ludique à travers des ateliers, des conférences avec travaux pratiques, des spectacles et des expositions commentées.

Ateliers : Venez apprendre à modeler un corps humain - Peindre à la manière des Impressionnistes ou s'initier à l'aquarelle

Concerts - conférences : Molière, sa vie, son œuvre... jouées par une troupe de théâtre - Chopin, l'un des initiateurs de la musique romantique au 19^e : évocation de son œuvre illustrée au piano - L'opéra n'a rien à envier au cinéma

Miniconférences : Le blues - Les estampes japonaises - Le vitrail gothique

Exposition : photographies d'Alexandra Novosseloff : « Des murs entre les hommes »

Industrie pharmaceutique : pénurie de cortisone, mais pas de profits

Mercredi 22 mai, le chef du service de rhumatologie de l'hôpital Saint-Antoine, Francis Berenbaum, a lancé une pétition pour dénoncer la pénurie de médicaments à base de cortisone, les corticoïdes.

D'après lui, « certains patients sont obligés de faire dix pharmacies pour trouver leurs comprimés. Les ruptures de stock concernent tous les corticoïdes : prednisone, prednisolone, produits pour infiltration, etc. »

Deux jours plus tard, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) s'est voulue rassurante en déclarant que les trusts pharmaceutiques s'engageaient à un retour à la normale pour la fin du mois de juin. On verra d'ici là, car l'État bien sûr n'a pris aucune mesure pour

les contraindre à augmenter la production de ces médicaments, dont certains sont fabriqués par le groupe français Sanofi.

L'ANSM a seulement conseillé aux médecins de réduire les prescriptions, comme si ceux-ci « proposaient ce genre de médicament par plaisir », s'est indigné à juste titre Francis Berenbaum. Les corticoïdes servent en effet de traitement de base pour des centaines de milliers de personnes atteintes de maladies inflammatoires, d'asthme, de sclérose en plaques, mais

aussi dans le cas de greffes d'organes et pour lutter contre certains cancers.

Les ruptures d'approvisionnement en médicaments sont de plus en plus fréquentes. Selon l'ANSM, on en a compté 530 en 2017, soit 30 % de plus qu'en 2016 et dix fois plus qu'en 2008. Alors, pourquoi une telle multiplication des pénuries ?

Comme dans les autres secteurs industriels, un patron peut arrêter de produire une molécule ancienne bon marché car elle ne lui rapporte pas assez, comme le dénonce Francis Berenbaum dans le cas des corticoïdes : « Ce sont des médicaments qui ne coûtent rien. Les laboratoires qui les

commercialisent n'ont pas un grand intérêt à investir pour qu'il y ait un suivi et un réapprovisionnement rapide de ces spécialités. »

À cela s'ajoute la généralisation du flux tendu pour éviter au maximum les stocks, ainsi que l'externalisation de la production en Chine et en Inde, qui augmente les délais d'approvisionnement. De plus en plus, seules quelques usines, voire une seule, fabriquent pour le monde entier un principe actif indispensable à la fabrication d'un médicament. L'arrêt de la production dans cette usine entraîne la rupture d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Enfin, les laboratoires préfèrent

vendre un médicament dans les pays où le prix est plus élevé, par exemple aux États-Unis où ils sont vendus deux à trois fois plus cher qu'en Europe.

En fait, si l'augmentation de ces pénuries a différentes causes, celles-ci ont toutes la même origine : un système économique organisé exclusivement en fonction des profits. La production pharmaceutique concerne la santé de millions d'hommes. Plus encore que dans le reste de l'économie, cela nécessiterait une production planifiée à l'échelle de la planète, organisée en fonction des besoins de la population, sous son contrôle et celui des travailleurs.

Arnaud Louvet

Essais nucléaires en Polynésie : une reconnaissance hypocrite !

Le Parlement vient de reconnaître, jeudi 23 mai, que la Polynésie a été « mise à contribution » par la France dans « la construction de la capacité de dissuasion nucléaire et à la défense nationale », et que cette « contribution n'était pas volontaire ».

Ce jargon parlementaire édulcore la responsabilité écrasante de l'État français qui, de 1966 à 1996, a procédé à 193 essais nucléaires sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa, en mentant sciemment à la population, persuadée de l'innocuité de ces essais. Les gouvernements successifs ont caché la dangerosité des radiations aux militaires qui procédaient à ces essais et aux habitants qui venaient même parfois y assister en famille, comme à un spectacle.

On estime aujourd'hui que 150 000 personnes ont été touchées par les radiations. Dans l'île de Tureia, la plus proche de Mururoa

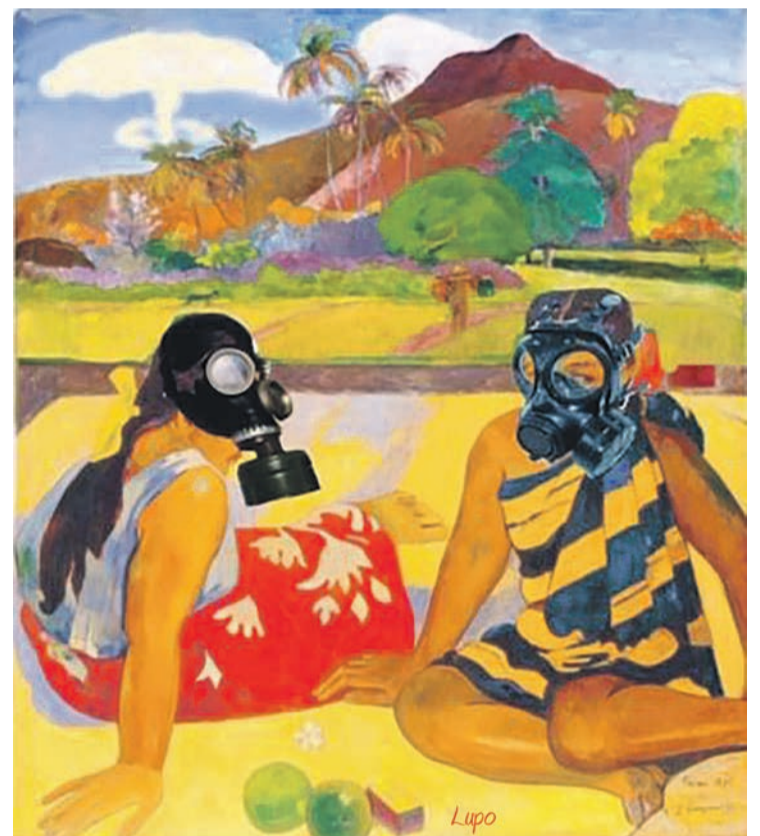
où avaient lieu les essais nucléaires atmosphériques entre 1966 et 1974, près d'un habitant sur cinq souffre de maladies comme des cancers, des malformations ou des maladies neuropsychiatriques.

Quant aux conséquences sur la faune, sur la flore, des scientifiques ont calculé qu'il faudra attendre 240 000 ans pour que les retombées du plutonium, présent dans l'arme nucléaire, soient complètement neutralisées.

La reconnaissance ampoulée du Parlement est donc bien tardive et largement insuffisante. D'autant qu'elle ne se double pas de mesures de réparation. La loi Morin

votée en 2010, qui prévoit les indemnités des victimes, est en effet très restrictive.

Seuls une trentaine de militaires, parmi ceux présents sur les lieux, ont été à ce jour indemnisés après un véritable parcours du combattant. Si un Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN) a bien été créé, ce dernier s'ingénie à refuser aux victimes toute indemnisation. Douze victimes ont ainsi attaqué le 21 mai devant le tribunal administratif de Papeete le CIVEN pour un refus, mais dix d'entre elles ont été déboutées, au prétexte qu'elles ne pouvaient pas prouver avoir été exposées à une dose critique de radioactivité. Ainsi, c'est aux malades que l'on demande de prouver la responsabilité de l'État dans leurs cancers et autres maladies, alors qu'il est avéré que les essais nucléaires



ont empoisonné l'archipel.

Dans ces conditions, cette reconnaissance du Parlement a tout d'une mise en scène. Seule une réelle

prise en compte financière et médicale des victimes équivaldrait à un début de réparation.

Aline Urbain

Notre camarade Bernard Mattéi

Lundi 20 mai, notre camarade Bernard Mattéi est décédé. Âgé de 82 ans, il portait le drapeau de Lutte ouvrière en Corse.

Depuis sa jeunesse, Bernard était trotskyste, c'est-à-dire communiste internationaliste. D'abord membre de la LCR, il avait été profondément choqué par ses positions en faveur d'un des groupes nationalistes de l'île. Il avait alors rejoint Lutte ouvrière.

La politique des groupes nationalistes qui voulaient chasser de l'île les personnes

venues du continent l'indignait. Dans son lycée en particulier, cette chasse s'était muée en un harcèlement odieux contre les enseignants venus du continent, harcèlement auquel il était vigoureusement opposé.

Bernard avait milité pour la tenue d'un meeting avec Arlette Laguiller à Bastia, dont tous les participants gardent un souvenir

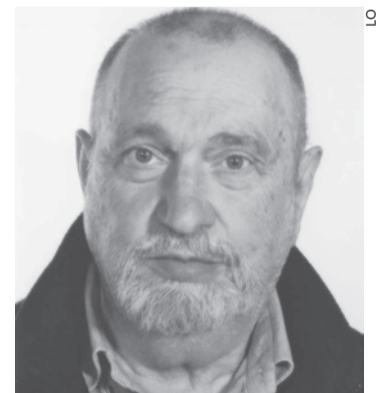
enthousiaste. Tant que sa santé le lui a permis, il a vendu le journal *Lutte ouvrière* le dimanche sur le marché de la ville, place Saint-Nicolas, où il installait sa table et un drapeau rouge. Ayant été professeur de philosophie au lycée de Bastia, il y parlait souvent avec ses anciens élèves de passage.

Candidat de Lutte ouvrière lors de diverses élections, on pouvait alors le voir circuler dans la ville avec sa 4L bleue recouverte de ses

affiches et de celles d'Arlette Laguiller. Il était heureux d'avoir pu, lors ces campagnes électorales, défendre des idées d'avenir.

Très cultivé, Bernard aimait les idées et n'oubliait jamais de nous rappeler la phrase de Spinoza : « Ni rire, ni pleurer, ni se plaindre, mais comprendre. » Il a défendu jusqu'à sa fin ses idées internationalistes et révolutionnaires.

Bernard nous manque déjà cruellement. Les



militants de Lutte ouvrière partagent l'émotion et la peine de sa compagne et de ses enfants.

Correspondant LO

Fusion Renault-Fiat-Chrysler: les travailleurs ne doivent pas payer!

Dans la course au gigantisme des groupes capitalistes, ceux de l'automobile sont en train d'écrire une nouvelle page. Un projet de fusion Renault-FCA (Fiat Chrysler Automobile) pourrait faire naître un nouveau géant qui, espèrent ses promoteurs, deviendrait le troisième mondial.

Premier fruit de ce projet, l'action FCA et l'action Renault ont grimpé de 18% au moment de l'annonce. Cela s'est traduit pour les gros actionnaires, dont la famille Agnelli, propriétaire de Fiat, par quelques heures d'euphorie dans les casinos boursiers, en particulier à Milan et Paris. C'était, paraît-il, un des buts recherchés par les spéculateurs qui jugeaient la cote des mois précédents insuffisamment attrayante.

Un autre aspect de ce

mariage pourrait être une réponse à Nissan, partenaire de Renault dans l'alliance Renault-Nissan quelque peu secouée par la mise en cause au Japon de Carlos Ghosn, l'ex-PDG de Renault, puis son désaisissement au profit de Senart. Pour l'instant, officiellement en tout cas, aucune proposition n'est faite d'inclure Nissan-Mitsubishi dans le regroupement. Mais si la négociation allait dans ce sens, le groupe résultant de la fusion tripartite battrait ses concurrents



Manifestation contre la fermeture d'une usine Fiat en Sicile.

Volkswagen, numéro 1 mondial des ventes, et Toyota, numéro 2, à plate couture.

Dans tous les cas, le nouveau mastodonte, même troisième mondial, espérerait multiplier ses ventes sur le marché asiatique, dot de Renault, et réciproquement les modèles Renault pourraient trouver un débouché sur le marché américain, grâce à Chrysler et sa marque Jeep. Les deux partenaires cumuleraient leurs capitaux, ce qui mettrait en œuvre cinq milliards par an de ce qu'ils appellent la synergie. Un regroupement avec Nissan leur permettrait même d'aller jusqu'à dix milliards.

Le ministère de l'Économie s'est déclaré favorable à la fusion, bien que l'État,

actionnaire à 15% de Renault, ne le serait plus qu'à 7,5%, perdant au passage sa minorité de blocage, son représentant dans le nouveau conseil d'administration, et sa voix double pour les décisions. Les propriétaires de FCA comme le PDG de Renault affirment, bien entendu, qu'il n'y aura pas de fermeture de site, mais peut-on les croire? La rationalisation capitaliste vise à des économies d'échelle et à la suppression de doublons. Des usines, des services, des bureaux d'études et d'ingénierie en feraient les frais, avec les suppressions d'emplois que cela signifierait.

Ces messieurs les capitalistes, dont la famille Agnelli à la tête de FCA, ont peut-être

dans leur ligne de mire les véhicules électriques et surtout autonomes, mais aussi les économies qui résulteraient de suppressions d'emplois massives.

Près de 4 millions de travailleurs, dans le monde, sont concernés par ces manipulations capitalistes. Les 3,3 milliards empochés par les actionnaires de Renault en 2018 et les 3,5 milliards acquis par ceux de FCA sont le résultat de leur travail, à eux. Si économies d'échelle et rationalisation il y a, elles devraient se traduire non en suppressions d'emplois mais en améliorations des conditions et horaires de travail, et en hausses des salaires.

Viviane Lafont

Crèches: "Pas de bébés à la consigne"

Jeudi 23 mai, à l'appel du collectif « Pas de bébés à la consigne », des professionnels de la petite enfance ont fait grève et manifesté dans une cinquantaine de villes.

Ils dénonçaient un projet d'ordonnance rédigé par la DGCS (Direction générale de la cohésion sociale) sous la tutelle de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn.

Pour le gouvernement, il s'agit d'augmenter le nombre de places en crèche, de 30 000 places supplémentaires d'ici 2022, sans augmenter le nombre de crèches ni les agrandir, et surtout sans augmenter les moyens humains.

D'abord, l'ordonnance baissera le taux d'encadrement des enfants. Jusqu'à présent, la loi prévoyait un encadrant pour cinq enfants ne sachant pas marcher, et un pour huit enfants autonomes. Désormais ce critère de la motricité sera supprimé, ce qui autorisera un encadrant pour huit enfants, qu'ils sachent marcher ou non. Ensuite, l'ordonnance supprimera le quota de professionnels qualifiés (puéricultrices et auxiliaires de puériculture, éducateurs de jeunes enfants, infirmiers et psychomotriciens), actuellement de 40% par structure, ce qui augmentera la proportion de personnel non formé et moins payé. Enfin,

l'ordonnance diminuera la superficie par enfant, la faisant passer de 7 à 5,5 mètres carrés.

Ce projet d'ordonnance est dans la continuité du décret de Nadine Morano, adopté en juin 2010, contre lequel les professionnels de la petite enfance s'étaient déjà mobilisés. Ce décret a accompagné l'ouverture au privé des crèches, qui ont été longtemps municipales ou associatives. Il a fait passer le quota de professionnels qualifiés de 50% à 40% de l'effectif. Enfin, il a imposé aux crèches de forts taux de remplissage, autorisant l'inscription de 10% ou 20% d'enfants supplémentaires au-delà de leur capacité d'accueil. La conséquence a été une surcharge de travail pour les équipes, avec des retombées catastrophiques pour les enfants, entassés, livrés à eux-mêmes, laissés plus longtemps avec leur couche souillée et forcés d'ingurgiter (ou non) leur repas à la va-vite.

Les professionnels de la petite enfance ont mille fois raison de refuser ce projet.

Julie Lemée

Droit d'asile: manifestation "stop Dublin" à Paris

À la veille de l'élection européenne, quelques centaines de personnes ont manifesté samedi 25 mai à Paris pour défendre le droit d'asile et dénoncer la réglementation actuelle de l'immigration par les États européens.

Les manifestants ont défilé entre les métros La Chapelle et Jacques Bonsergent, près de la place de la République, derrière une grande banderole disant: « Stop Dublin! Libre choix du pays d'asile », et d'autres plus humoristiques: « Frontex, c'est comme mon ex. J'aurais préféré ne jamais le connaître », « J'aime Dublin et sa Guinness, pas son Europe forteresse » ou encore « Prisonnier de nos empreintes ». Certains portaient le gilet rouge de la Cimade proclamant: « Il n'y a pas d'étrangers sur cette terre. »

Appelé Dublin III, le règlement, signé en 2013 entre

les pays membres de l'Union européenne ainsi que la Suisse, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein, délègue la responsabilité de l'examen d'une demande d'asile à son premier pays d'arrivée. Cela permet aux États de renvoyer les demandeurs d'asile dans ce pays et donc très souvent vers un des pays qui forment la frontière extérieure de l'Europe comme l'Italie, la Grèce ou l'Espagne... Ainsi, en 2017, la France a renvoyé 982 « dublinés » vers l'Italie, mais des dizaines de milliers d'autres sont menacés d'une telle procédure.

D'après l'OIM (Organisation internationale pour

les migrations), le nombre cumulé de migrants depuis 2015 est de moins de 2 millions pour une Union européenne de plus de 510 millions d'habitants, soit... 0,3% de la population.

C'est toute la politique de l'Union européenne qui est criminelle. En empêchant la libre circulation de personnes qui fuient la guerre ou la misère au péril de leur vie pour tenter leur chance sur le continent, en verrouillant les frontières européennes, en favorisant le développement de camps en Libye ses gouvernements se sont rendus complices des 14945 morts ou disparus en mer Méditerranée depuis 2015.

Il était bon, à la veille des élections européennes, que des manifestants dénoncent cette politique.

I.R.



Ministère du travail : contre la restructuration

Le 21 mai, des rassemblements ont eu lieu devant les services départementaux des Direccte, chargées de l'Inspection du travail, de la main-d'œuvre étrangère et de l'emploi.

Macron prétend augmenter le nombre de fonctionnaires sur le terrain, mais le nombre d'inspecteurs du travail a déjà baissé de 20% en dix ans passant de 2200 postes à 1750, faute de recrutement suffisant pour compenser les départs. Ce chiffre va encore baisser car cette année les services des Hauts-de-France et du Grand Est annoncent de nouvelles suppressions de postes d'inspecteurs du travail et de secrétariat.

Deux circulaires du gouvernement mettent en place la réforme de l'organisation territoriale de l'État

qui concerne tous les ministères. Les services de la main-d'œuvre étrangère et les services des emplois aidés seront transférés à la préfecture. Il est prévu que les agents concernés s'y verront imposer leur mutation.

Le gouvernement veut aussi alléger la procédure d'autorisation de travail pour les travailleurs étrangers. Cela signifie traiter le même nombre de dossiers avec moins d'agents et cela se traduira par un durcissement au détriment des étrangers demandeurs.

Les moyens matériels seront mutualisés à la

préfecture. C'est le préfet qui déterminera ce qui sera alloué à tel ou tel service et l'on sait déjà que le contrôle du respect du code du travail par les employeurs ne sera pas sa priorité. L'Inspection du travail aura moins de moyens. Cela se traduira aussi par des regroupements de plus d'agents dans moins d'immeubles pour « optimiser l'occupation du patrimoine immobilier ».

Rassemblés partout en France devant leur lieu de travail, les agents du ministère se sont donc mobilisés, dans certains départements en lien avec les unions départementales. Faire reculer le gouvernement sur ce projet concerne tous les travailleurs.

Correspondant LO



Devant la mairie de Montauban.

Montauban : la municipalité contre les syndicats

La maison du peuple de Montauban est l'équivalent des Bourses du travail que l'on retrouve dans de nombreuses villes.

Depuis plus de 70 ans, des bureaux sont mis à disposition de trois syndicats à titre gracieux. Ils le sont aussi pour de nombreuses associations et organisations syndicales pour des réunions et diverses manifestations à caractère social et culturel.

Depuis jeudi 16 mai au soir, cette maison n'est plus accessible et ne donne plus aux syndicats accès à leurs locaux et matériels. En effet, sans informer les syndicats et associations, la mairie a décidé de changer la serrure de l'unique porte d'entrée et de ne pas remettre de double à ces occupants. Une réunion publique de La France insoumise qui devait se tenir dans la salle municipale du rez-de-chaussée n'a pu se tenir et a dû être annulée au dernier moment.

Le prétexte invoqué par la mairie est la rénovation de ce lieu qui effectivement en aurait bien besoin. Mais un tel projet de rénovation ne peut se décider du jour au lendemain, de plus sans en informer les occupants.

Derrière cette volonté subite de rénovation, il y a en réalité la volonté de sanctionner le soutien des organisations syndicales et politiques à l'action menée par Réseau éducation sans frontières (RESF) pour mettre à l'abri des familles mises à la rue par décision du préfet. En effet, du 5 au 16 mai le rez-de-chaussée du bâtiment a été occupé avec le soutien de RESF et de diverses associations et syndicats par plusieurs de ces familles.

La maire LR, Mme Barège, a fait intervenir un huissier et a assigné des militants devant les tribunaux pour exiger la fin

de l'occupation du rez-de-chaussée. L'action engagée par RESF ayant porté ses fruits, le rez-de-chaussée a été libéré dès jeudi 16 mai. L'action en justice introduite par la mairie a été retirée, mais pour la maire, cela a été l'occasion de se venger en sortant de son chapeau ce projet de rénovation qui interdit de fait l'occupation des locaux de la maison du peuple aux syndicats.

La maire avance ainsi dans son projet de récupérer des locaux qu'elle voudrait voir occuper pour des activités commerciales, et surtout fait un coup politique à destination d'une partie de son électorat pour briguer de nouveau la mairie. Elle est en effet connue pour des positions qui sont habituellement celles de l'extrême droite. Lors des débats sur le mariage pour tous, elle s'était en qualité de députée opposée à cette réforme, en s'exclamant « Pourquoi pas se marier avec des animaux ! ». Elle avait aussi lors du grand débat à Souillac fait des liens entre migrants et viol. Dernièrement, lors de l'occupation de la maison du peuple, elle avait établi un lien entre un incendie dans un immeuble et la présence de migrants dans la ville.

Lundi 20 mai, les militants politiques et syndicaux, et notamment ceux de la CGT, ont décidé de s'installer devant l'entrée de la maison du peuple qui est gardée par la police. En soirée, plus de 200 personnes se sont rassemblées devant la mairie pour protester pendant la tenue d'un conseil municipal. Depuis la maire n'a pas changé de position et la situation est bloquée...

Correspondant LO



SNCF – Lyon : les travailleurs doivent exiger de tout savoir

Comme partout à la SNCF, les suppressions de postes se multiplient dans les services de Lyon et sa région. Au Plaza, un immeuble de Fret-SNCF proche de la gare de la Part-Dieu, 80 suppressions sont annoncées au 1^{er} juillet et d'autres vont suivre. Dans les plans de la direction, ces bureaux semblent promis à la fermeture.

Dans les gares de Perrache et de la Part-Dieu, les cheminots assurant les départs de trains et ceux des guichets sont aussi sur la sellette, ce qui représente des dizaines de postes. Enfin, l'agence de Lyon s'occupant des groupes de voyageurs doit fermer, ce qui concerne 45 personnes. Bien d'autres services sont encore touchés: la direction SNCF annonce 2 500 suppressions de postes cette année à l'échelle du groupe.

Pour mener sa politique, elle avance masquée. Elle ne donne que très peu d'informations précises: où iront travailler ceux dont le poste est supprimé et à quelles

conditions? Les cheminots concernés ne savent pas ce qu'ils vont devenir dans quelques mois. Dans les différents services où des cadres dirigeants viennent « rencontrer » les cheminots, leur attitude est toujours la même: ils tentent de rassurer, pour éviter qu'il y ait des vagues et de la contestation. Cette attitude homogène de l'encadrement ne doit rien au hasard: elle est le reflet d'une politique, à l'échelle du groupe, pour mettre en œuvre les suppressions d'emplois programmées et aggraver l'exploitation.

À la SNCF, le PDG Pepy et ses hommes de main ont lancé une offensive concertée,

pour achever la transformation de la société en pure entreprise capitaliste soumise à la loi du profit. Certains de ces hauts cadres ont d'ailleurs été recrutés à France Télécom où ils ont appliqué, dans les années 2000, les méthodes expéditives que le procès en cours met en lumière. Pour arriver à leurs fins, ils voudraient définitivement briser la capacité de résistance des cheminots.

Collectivement, les travailleurs de la SNCF auraient la force de s'opposer à cette offensive. La première étape serait de voir clairement d'où et comment viennent les coups, pour les esquiver et riposter. Exiger la transparence la plus totale, se mobiliser pour arracher les informations sur leur avenir: pour les cheminots et tous les travailleurs, cela peut être la première étape de la contre-offensive nécessaire.

Correspondant LO

Ascoval: mensonges patronaux et gouvernementaux

Quel sera l'avenir pour les 270 travailleurs de l'aciérie Ascoval, près de Valenciennes, et ceux des sous-traitants, après la faillite et mise sous administration judiciaire du repreneur British Steel ?

Le holding à la tête de British Steel, qui vient de racheter Ascoval, pourra-t-il même fournir les 47,5 millions promis en complément des 47 millions de fonds publics de la région Hauts-de-France et de l'État et des 50 millions d'emprunts bancaires ? Quels débouchés aura Ascoval, alors qu'il devait fournir en acier des usines d'Hayange et des Pays-Bas, qui pourraient sombrer avec British Steel ?

Après la reprise avortée par Altifort, qui avait exigé une importante augmentation des heures de travail et de productivité pour le même salaire, mais qui n'avait pas les millions nécessaires, la déroute de British Steel vient une fois de plus prouver que les travailleurs ne peuvent pas faire confiance pour leur

avenir aux patrons et aux politiciens.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, et le président de la région, Xavier Bertrand, peuvent très bien se succéder pour réitérer leur confiance dans le repreneur, les travailleurs d'Ascoval n'ont aucune garantie d'avoir encore un salaire dans quelques mois.

D'autant plus que les deux frères français qui ont créé en 2008 le fonds anglais Greybull Capital, propriétaire actuel de British Steel, sont des requins de la finance, reprenant des entreprises en difficulté pour en tirer le maximum de profit et de subventions étatiques, puis les fermer. Ceux qui, des politiciens aux dirigeants syndicaux, affirment encore être optimistes et

que la partie n'est pas perdue – comme l'a déclaré le Premier ministre – le savent d'ailleurs pertinemment.

Leur seule préoccupation, dans cette partie de poker menteur, est d'endormir les travailleurs et d'éviter qu'ils n'entrent en lutte pour imposer que Vallourec, qui avait lâché Ascoval en 2015, reprenne l'entreprise et ses salariés.

Tant que de tels secteurs de l'économie restent entre les mains des capitalistes, les intérêts des travailleurs et des consommateurs passent toujours après les profits immédiats, avec les conséquences humaines que l'on voit.

Jeremy Corbyn, le leader du Parti travailliste britannique, appelait à nationaliser partiellement British Steel. Mais, au lieu de fournir des capitaux frais à ces requins de la finance, il faut les exproprier !

Correspondant LO



Le 26 mai, devant le Cora de Saint-Malo.

Cora: licenciées pour avoir refusé de travailler le dimanche

Deux caissières de Cora, à Saint-Malo, ont reçu une lettre de licenciement fin avril pour insubordination sans préavis et sans indemnités.

Le motif est clairement indiqué dans la lettre de la direction: « Les explications recueillies auprès de vous lors de notre entretien ont été claires et vous avez mentionné le refus total de venir travailler le dimanche matin. Au vu de ces éléments, je me vois contraint de vous notifier votre licenciement immédiat pour faute grave. » L'une des employées, caissière, travaillait à Cora depuis dix-huit ans, l'autre depuis huit ans. Sur leur contrat de travail était clairement stipulé qu'elles devaient travailler du lundi au samedi. Aussitôt le ministère du Travail a diligenté une enquête, mais il s'est senti obligé d'expliquer que ce licenciement n'avait rien à voir avec la loi Macron de 2015, ni avec les ordonnances de 2017: « La situation du magasin Cora est celle d'un établissement à prédominance alimentaire, qui peut ouvrir de plein droit le dimanche jusqu'à 13 heures sans autorisation. »

Seulement cet hypermarché n'ouvre le dimanche que depuis 2018, et ce malgré l'opposition de la majorité des salariés. Et ce sont bien les différentes remises en cause des droits des travailleurs menées sous Macron qui confortent la direction de Cora dans l'idée qu'elle peut même outrepasser la loi. Rien n'autorise en effet la direction à obliger

les salariés à travailler le dimanche alors que leur contrat de travail ne le prévoit pas.

Cora n'en est d'ailleurs pas à son coup d'essai, puisqu'en 2015 sa direction avait licencié sept salariés qui avaient refusé de signer un avenant à leur contrat de travail, qui voulait les obliger à travailler le dimanche. À l'époque, pour justifier ces licenciements, la direction du groupe avait invoqué un motif économique. Le tribunal des prud'hommes vient de donner raison à Cora, en s'appuyant sur cet argument.

Ainsi, contrairement à l'argumentation officielle, ce qui prévaut en matière de travail le dimanche n'est pas le volontariat. Les supermarchés font pression sur les salariés pour les contraindre à venir travailler ce jour-là et, quand cela ne suffit pas, ils les licencient en s'asseyant sur le Code du travail. Leurs directions savent qu'il est de plus en plus difficile à un salarié de gagner aux Prud'hommes et, quand bien même il y parvient, les lois Macron ont rendu les indemnités dérisoires. Ainsi, un licenciement, même illégal, devient bon marché! Ces patrons ne reculeront que si les salariés imposent un autre rapport de force.

Aline Urbain



PASCAL ROSSIGNOL

Rallye-Casino: sauvegarder les emplois ou les profits ?

Le groupe Casino (Géant Casino, Franprix, Leader Price, Monoprix, Naturalia, C-Discount...) vient d'être mis en procédure de sauvegarde par le tribunal de commerce.

La procédure fait suite à l'impossibilité du groupe de rembourser les intérêts d'une dette qui a atteint près de trois milliards d'euros, tout en enrichissant le PDG actionnaire majoritaire par le biais d'une cascade de sociétés financières contrôlant le groupe.

On pourrait penser que le report de ces paiements handicape les banques principales créancières de Casino. Ce n'est pas vraiment le cas. Celles-ci ont pris soin de garantir la plupart de leurs créances sur des actions Casino. Si celui-ci ne

paye pas, elles pourraient alors prendre le contrôle du groupe et le démanteler en vendant certaines enseignes au plus offrant. Carrefour a déjà fait une offre il y a plus d'un an. Et Amazon, qui souhaite aujourd'hui développer un parc de magasins, est en embuscade.

Les fonds spéculatifs tournent autour de Casino depuis plusieurs années et jouent son action à la baisse tout en pariant sur une remontée pour vendre avec la plus grosse plus-value possible. Comme on peut donc voir, les rapaces ne

manquent pas pour profiter du groupe.

Toutes enseignes confondues, le groupe Casino totalise près de 9 000 magasins, plus de 12 000 dans le monde, avec 220 000 salariés. Ils ont fait les profits du groupe et de ses créanciers et la fortune de son principal actionnaire. Il n'y a aucune raison que ce soit aux travailleurs, qui n'ont que leur emploi et leur salaire pour vivre, de payer pour permettre à une poignée de parasites capitalistes de continuer à sévir. Ces profiteurs ont amassé d'immenses profits et dividendes, alors à eux de payer la note qu'ils voudraient faire supporter aux travailleurs.

Philippe Logier

Anciens de Chausson : la fierté d'un combat

Dimanche 19 mai, 240 anciens travailleurs de Chausson Creil avec leur famille ou leurs amis (venus parfois de très loin) étaient rassemblés à midi sur le site de leur ancienne usine, à Montataire dans l'Oise.

Vingt-trois ans après la fermeture de l'usine, en son temps la plus grande de Picardie, ayant regroupé jusqu'à 5 000 ouvriers, ce n'était pas un rassemblement d'anciens pour se remémorer le bon temps. De bon temps, il n'y en a jamais eu. Cette usine était en effet un lieu d'exploitation féroce, où le mépris antiouvrier distillé par les hommes de main des actionnaires, Renault et la famille Peugeot, était la norme.

Mais si les anciens

travailleurs de Chausson ont répondu avec enthousiasme à l'appel des anciens syndicalistes engagés dans la lutte, c'était pour honorer le combat acharné qu'ils ont mené trois années durant pour pouvoir quitter l'usine dans des conditions décentes.

Roland Szpirko, un des porte-parole de ce combat, l'a évoqué : « Nous, travailleurs, avons dû affronter et défier tous les gouvernements en place, pendant ces trois ans de lutte, de novembre



1992 à octobre 1995. Nous avons dû affronter Martine Aubry et Mitterrand, Balladur puis Chirac, et enfin Jospin pour nos copains de Gennevilliers. Il y a eu aussi à affronter l'appareil d'État sous toutes ses formes, des juges aux policiers, en passant par les préfets, du tribunal de commerce aux tribunaux de grande instance. (...)

Mais ça n'a pas marché, parce que des centaines

d'entre nous, des milliers, ont décidé de prendre le pouvoir dans cette lutte et de la mener aussi loin qu'il faudrait (...)

Ce sont les OS, les ouvrières et ouvriers de production qui ont commandé et se sont fait obéir par les cadres et toute la maîtrise. Ceux d'en bas, qu'on méprisait, ont pris conscience qu'ils pouvaient décider, eux et eux seuls, de ce qui était le mieux pour eux

et les autres. (...)

Nous avons le devoir de transmettre notre expérience, ce message d'espoir dans les capacités des nôtres, les travailleurs.»

Après un repas fraternel, les discussions se sont poursuivies pendant plus de deux heures. L'émotion de se retrouver, la fierté du combat mené ensemble ont marqué cette rencontre.

Correspondant LO

Carrefour Beaulieu - Nantes : contre la répression patronale

Mardi 21 mai, des salariés de l'hypermarché Carrefour Beaulieu, à Nantes, ont débrayé contre la répression antisyndicale qui s'abat dans le magasin contre les militants de la CGT.

En effet la direction a décidé, à l'approche des élections professionnelles, de s'en prendre à ceux qui s'opposent à la volonté du groupe de supprimer 3 000 emplois dans les hypermarchés. Ainsi, à quelques mois d'intervalle,

deux syndiqués ont été licenciés pour des motifs futiles, parce qu'ils refusaient de se plier aux injonctions de la direction. Une autre militante a été mise à pied trois jours pour un prétendu non-respect d'une procédure.

Dans ce contexte, la CGT du magasin a appelé les salariés à se mobiliser contre le climat de peur qu'instaure la direction. Une pétition contre la répression patronale a récolté 123 signatures sur environ 200 employés. S'appuyant sur ce succès, le syndicat a appelé les salariés à débrayer pour montrer leur refus de venir travailler la peur au ventre.

Avec l'appui de militants CGT d'autres hypermarchés Carrefour et de l'UL CGT de Nantes, des salariés se sont réunis devant la surface de vente à l'ouverture du magasin. Ils ont distribué des tracts à la clientèle, dénonçant la situation ainsi que le plan social en cours, qui va aggraver les conditions de travail au profit de quelques gros actionnaires. Ensuite,

aux cris de « Non aux licenciements abusifs » et « Non à la répression syndicale », les grévistes ont défilé dans le magasin, recevant des marques de soutien de nombreux clients.

L'action s'est terminée avec le sentiment de s'être fait entendre et la conviction qu'il faudra continuer à le faire.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Cuba : les États-Unis renforcent le blocus

Depuis 1959, Cuba est soumis à un embargo économique par la puissance impérialiste américaine. L'administration Obama l'avait un peu desserré. Trump a décidé de le renforcer.

Entre 1992 et 2018, l'Assemblée générale de l'ONU a voté la levée de cet embargo par 189 voix contre 2 ; les voix manquantes étaient les États-Unis et Israël. Une seule fois, les États-Unis se sont abstenus, en 2016 sous l'administration Obama.

L'administration Trump renoue avec les illusions des dirigeants américains qui, pendant 55 ans, ont espéré, sans succès, que le blocus ferait plier ces Cubains qui avaient osé arracher leur indépendance.

La loi américaine Helms-Burton encadre depuis 1996 cet embargo. Une partie de cette loi, le titre III, jamais activé, autorise particuliers ou entreprises qui estiment avoir été spoliés par la révolution cubaine à entamer des poursuites judiciaires pour exiger des réparations financières. Trump a maintenant décidé de l'activer. Des poursuites ont ainsi été engagées par des capitalistes américains contre un croisiériste cubain, sous prétexte que ses bateaux embarquent et débarquent des touristes sur des ports qui leur appartenaient avant 1959. ExxonMobil poursuit deux compagnies cubaines pour avoir nationalisé ses raffineries et stations-service en 1960. Le groupe pétrolier exige 280 millions de dollars d'indemnisation.

Il faut pourtant rappeler que les mesures de nationalisation des compagnies américaines prises par la jeune révolution cubaine furent une réponse à l'intransigeance des États-Unis, qui refusaient tout compromis avec ceux qui prenaient la voie de l'indépendance. Une partie des nationalisations eurent lieu contre des indemnités substantielles. C'est parce que les États-Unis tentèrent de faire encore grimper le montant des indemnités que Cuba riposta par la nationalisation de la plupart des compagnies américaines.

Les États-Unis n'ont jamais accepté cette situation. Mais, malgré l'embargo et des années particulièrement



Manifestation d'étudiants contre l'embargo US à Cuba.

noires entre la fin du soutien de l'URSS en 1991 et le soutien du Venezuela de Chavez à partir de 2000, les Cubains n'ont pas cédé non plus.

L'activation du titre III pourrait aussi faire des dégâts dans la guerre économique que les États-Unis mènent à leurs rivaux sur l'arène mondiale. En effet, si telle activité ou telle propriété est exploitée

par une entreprise européenne, par exemple, celle-ci pourrait être poursuivie et payer des amendes aux propriétaires d'avant 1959. En cas de non-paiement de ces amendes, les sociétés concernées seraient interdites de séjour sur le marché américain. C'est une arme de plus dans l'arsenal protectionniste de Trump.

« America first », « Make

America great again » étaient des slogans de Trump en campagne. On en connaît aujourd'hui la véritable signification : pour être le plus grand, il faut écraser les autres, et d'abord les peuples, qui sont toujours les principales victimes d'un blocus qui les prive des produits de première nécessité.

Jacques Fontenoy

Médecins détachés

Des ONG, dont on peut se demander quel est leur degré d'indépendance, tentent ces jours-ci d'entamer des poursuites devant la Cour pénale internationale de La Haye, une juridiction par ailleurs non reconnue par les États-Unis, pour dénoncer « l'esclavage » que pratiquerait Cuba sur les médecins envoyés proposer leurs services, moyennant

finances, en Amérique latine et ailleurs. Certes, ces médecins doivent trois ans de ce service à l'État, de là à parler d'esclavage... Certaines campagnes françaises qui en manquent pourraient rêver de médecins logés à la même enseigne !

En fait, il s'agit indirectement de frapper Cuba à la caisse, car ces dizaines de milliers de médecins,

qui apportent un service de santé dans des zones très déshéritées, sont devenus la principale ressource de l'île, devant le tourisme. Mais enrayer l'action des médecins cubains dans le monde serait désastreux pour la santé des patients qui en bénéficient.

Les ONG plaignantes s'appuient sur des témoignages de médecins cubains qui ont profité de ces

missions à l'étranger pour fuir Cuba. Mais ils sont en général maltraités par les pays qui les accueillent, car rien n'est fait pour leur permettre d'exercer. Ils se retrouvent à faire des petits boulots, là où le manque de médecins est pourtant criant et où il serait utile de faire appel aux talents des médecins... cubains!

J. F.

Côte d'Ivoire : l'impérialisme français intouchable

Une commission composée de sept hauts magistrats a décidé le 17 mai qu'il n'y a pas lieu d'enquêter sur les anciens ministres Dominique de Villepin, Michèle Alliot-Marie et Michel Barnier.

Ces anciens ministres sont mis en cause pour avoir protégé la fuite des pilotes auteurs du bombardement de la base militaire française de Bouaké en Côte d'Ivoire, le 6 novembre

2004, par les forces armées du chef d'État de l'époque, Laurent Gbagbo.

Neuf soldats français et un civil américain furent tués dans cette attaque que Gbagbo qualifia d'erreur.

L'armée française était alors présente à Bouaké, prétendument pour s'interposer entre les forces de Gbagbo occupant le sud du pays et celles des rebelles soutenant Alassane Ouattara, qui s'étaient rendues maîtresses du Nord. Après l'attaque, les représailles furent immédiates. Sur ordre de Jacques Chirac, la totalité de la petite aviation ivoirienne fut anéantie dans l'heure qui suivit. Lorsque des manifestants ivoiriens, choqués de cette destruction, manifestèrent devant la base française à l'aéroport d'Abidjan et devant l'hôtel Ivoire, l'armée française ouvrit le feu, faisant plusieurs dizaines de victimes civiles.

Il y eut ensuite en France tout un battage médiatique autour de la campagne d'intimidation menée par les « jeunes patriotes »

favorables à Gbagbo contre les Français présents en Côte d'Ivoire, lesquels furent rapidement évacués. Les images des fusillades françaises ne finirent par apparaître sur les écrans que lors d'une émission de Canal+ fin novembre. La Ligue des droits de l'homme demanda l'ouverture dans les plus brefs délais d'une enquête sur le comportement inadmissible des forces armées et la poursuite des coupables de la sanglante répression menée à Abidjan. Pour expliquer son refus, la ministre Alliot-Marie déclara que ce serait « une défiance vis-à-vis de notre armée ».

Les pilotes auteurs du bombardement de Bouaké, en fuite, furent arrêtés un peu plus tard par la police togolaise. Lorsqu'elle voulut les remettre aux autorités françaises, elle se

vit intimé l'ordre de les libérer, sans même qu'il soit procédé à un interrogatoire. Cette complaisance française à l'égard de ces pilotes – des mercenaires biélorusses en l'occurrence – qui avaient bombardé la base française était pour le moins suspecte. Faisait-elle suite à une manipulation ? En tout cas, après le bombardement et la destruction de l'aviation de Gbagbo sous ce prétexte, la France prit finalement le parti de Ouattara et l'aida à s'emparer du pouvoir.

En tout cas, pendant quinze ans, les gouvernements français successifs ont tout fait pour que les dessous de cette affaire restent cachés, montrant une solidarité sans faille pour couvrir les manœuvres et les meurtres de leur armée en Afrique.

Jean Sanday



Bombardement de la base de Bouaké en 2016.